

OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE DE L'ENERGIE ET DES MATIERES PREMIERES

L'Observatoire de l'Economie de l'Energie et des Matières Premières (OEEMP) du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie dispose d'un Centre de Documentation chargé de rassembler et d'analyser l'information relative aux matières minérales publiée dans la presse et les revues spécialisées.

La revue ECOMINE, réalisée conjointement par l'Observatoire et le BRGM, diffuse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. La revue comporte cinq grandes rubriques sur l'actualité des minéraux et des métaux :

- *informations générales* avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- *informations sectorielles*, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- *questions multilatérales*, rubrique centrée sur les procédures antidumping ;
- *les Etats*, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- *les entreprises*, en ce qui concerne leur stratégie, leurs actions en cours, leurs résultats passés et à venir.

Le Centre de Documentation de l'Observatoire de l'Economie de l'Energie et des Matières Premières (61, Bd Vincent Auriol – 75013 PARIS) est ouvert au public et répond à toute demande d'information.

HEURES D'OUVERTURE AU PUBLIC

Du lundi au vendredi : 9h 30 à 17 h 00

RESPONSABLE DU CENTRE DE DOCUMENTATION

Madame Michèle LOURY – Tél. : 01.44.97.27.48

CHARGE DE L'ACCUEIL

Monsieur Patrick JAROUSSEAU – Tél. : 01.44.97.27.38

CHARGE DE LA REALISATION D'ECOMINE

Monsieur Jean-Michel EBERLE (BRGM) – Tél. : 02.38.64.34.83 – e-mail : jm-eberle@brgm.fr

Presse du 25 mai au 25 juin 2002

SOMMAIRE

p. 1 Tableau de bord du mois

p. 3 INFORMATIONS GÉNÉRALES

p. 3 Cours et tendances

➤ Métaux précieux : l'or confirme son statut de valeur refuge... tandis que le platine consolide sa lente progression

➤ Métaux de base : optimisme plus prononcé pour le cuivre et le nickel

p. 5 Fondamentaux

➤ Etats-Unis : la reprise économique est à nouveau en question

p. 6 Dossiers et faits d'actualité

➤ Or : la restructuration du secteur aurifère se poursuit

➤ Voisey Bay : accord de principe pour le développement du gisement

➤ Acier : nouveaux développements dans le conflit commercial avec les Etats-Unis...

➤ Acier : ... alors que les prix du minerai de fer baissent

➤ Aluminium : projets africains pour Pechiney

➤ Aluminium : Pechiney s'appuie sur l'innovation pour une croissance sélective

➤ Afrique du Sud : polémique sur la nouvelle loi minière

p. 11 INFORMATIONS SECTORIELLES

p. 11 Métaux de base

➤ Aluminium : reprises et augmentations de capacité de fonderies d'aluminium

➤ Cuivre : nouvelles technologies de traitement des minerais et métaux à l'épreuve

➤ Etain : production d'étain indonésienne en baisse cette année

➤ Fer et Acier : Nucor achète Birmingham Steel pour 615 M\$

➤ Plomb-Zinc : Fusion des australiens Ranger et Perilya

p. 19 Métaux d'alliage

➤ Chrome : le sud-africain Hemic Ferrochrome à la recherche d'investisseurs

➤ Cobalt-Nickel : Sumitomo prêt à entrer pour 25 % dans le projet néo-calédonien Goro nickel

➤ Magnésium : controverses sur les perspectives du marché du magnésium

➤ Molybdène : l'explosion du cours du molybdène suit les réductions de production de cuivre

➤ Tungstène : les chinois attendent le retour des clients après la baisse des stocks de tungstène

p. 23 Métaux spéciaux

➤ Mercure : prix soutenus dans un contexte de fragilité de l'offre

➤ Silicium : en attendant la reprise... au quatrième trimestre

➤ Terres rares : pots catalytiques : les terres rares à la rescousse

➤ Titane : le russe VSMPO baisse ses exportations mais pérennise ses contrats avec Boeing

➤ Uranium : la commande d'un nouveau réacteur civil en Finlande relance la filière et le débat

p. 27 Diamant et métaux précieux

➤ Diamant : Botswana : le producteur Debswana espère produire 27 millions de carats en 2002

➤ Argent : regain d'optimisme pour l'argent

➤ Or : effervescence chez les mineurs

➤ Palladium-Platine : Norilsk a moins exporté en 2001 et va vendre directement ses PGM

p. 30 Minéraux industriels et Matériaux de construction

➤ Granulats : taxe sur les granulats au Royaume Uni, le recours des professionnels invalidé

➤ Potasse : les Mines de Potasse d'Alsace traitent leurs terrils

➤ Ciment : Lafarge investit en Chine, objectif prioritaire pour le développement dans les pays émergents

p. 32 Eaux minérales

➤ Un point sur les eaux embouteillées

➤ Danone conclut un accord d'association avec Coca-Cola

p. 33 Négoce et recyclage

➤ Déchets d'emballages ménagers : bilan flatteur pour D.S.D. en Allemagne

➤ L'Espagne augmente sa collecte de verre

➤ Approvisionnement énergétique mondial et développement durable : enjeux vitaux

➤ Eco-efficacité : du concept à la réalité, un constat alarmiste des instances européennes

➤ Protocole de Kyoto : l'Europe a signé, incertitude pour le Japon et la Russie

p. 36 QUESTIONS MULTILATÉRALES

➤ Acier : assouplissement des mesures de sauvegarde américaines

➤ Acier : réactions internationales

➤ Acier : suites de la « vague protectionniste »

➤ Acier : les groupes chinois remportent un procès aux Etats-Unis

➤ Métaux de base : Chine, embargo sur les scaps de non-ferreux

➤ Métaux Spéciaux : Union Européenne, arrêt des mesures anti-dumping contre le magnésium chinois

➤ Métaux Spéciaux : taxes anti-dumping américaines sur le silicium, les auditions se poursuivent

p. 40 LES ETATS

➤ Afrique du Sud, Birmanie, Brésil, Chine, Equateur, Corée du Nord, Ghana, Indonésie, Mali, Mozambique, Pérou, Sierra Leone, Tibet, Venezuela, Zambie, Zimbabwe

p. 46 LES ENTREPRISES

➤ Alcoa, Arcelor, Areva, Ispat International, Kenor, KGHM, Lafarge, Norilsk Nickel, Pasminco, Pechiney, Pilkington, Posco, PT Timah, Rio Tinto, Saint-Gobain, Sandvik, ThyssenKrupp, Umicore, Valeo, Vallourec, Vicat

p. 54 CARNET

p. 58 ECO-NOTE

➤ Etain, retour aux incertitudes ; par C. Hocquard et P. Gentilhomme, BRGM

**TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES
POUR LE MOIS DE JUIN 2002 (01 au 25)**

**Métaux précieux (US\$/once)
(London fixing price)**

	Rappel moyenne 1997	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Moyenne mai 2002	Moyenne Juin 2002 (01 au 25)	Tendance juin-mai
Argent	4,9	5,5	5,2	4,9	4,4	4,7	4,9	+ 4,0 %
Or	330	295	280	280	275	315	322	+ 2,3 %
Palladium	180	285	360	680	540	357	338	- 5,3 %
Platine	395	370	380	545	515	534	559	+ 4,6 %

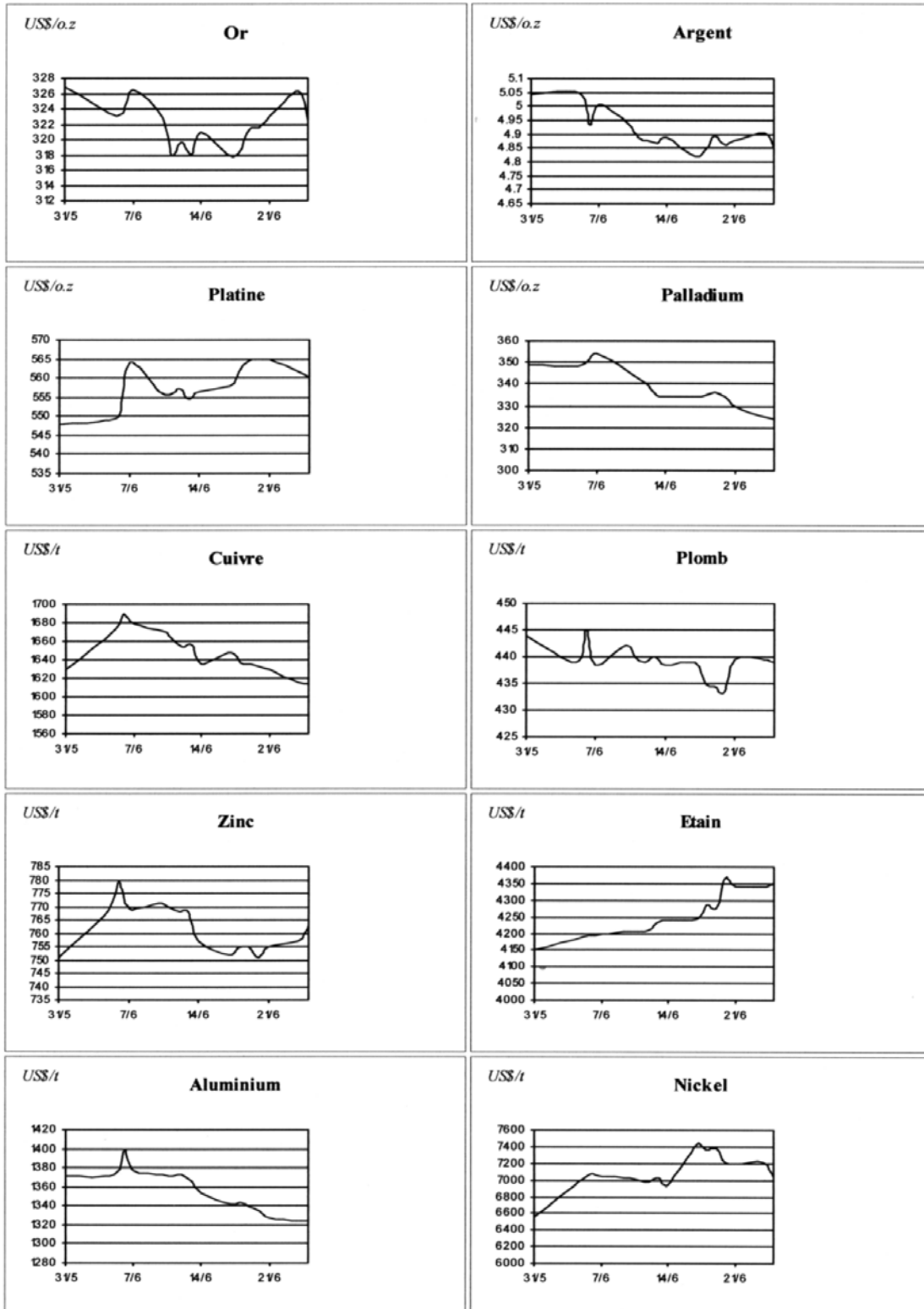
**Métaux de base et d'alliage (US\$/t)
(London LME)**

	Rappel moyenne 1997	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Moyenne mai 2002	Moyenne juin 2002 (01 au 25)	Tendance juin-mai
Aluminium	1 610	1 365	1 360	1 550	1 440	1 343	1 355	+ 0,9 %
Cuivre	2 275	1 655	1 575	1 815	1 580	1 595	1 648	+ 3,3 %
Etain	5 655	5 510	5 405	5 445	4 480	4 148	4 259	+ 2,7 %
Nickel	6 965	4 650	6 050	8 540	5 940	6 762	7 127	+ 5,4 %
Plomb	630	530	505	460	475	452	439	- 2,9 %
Zinc	1 310	1 035	1 085	1 030	885	769	763	- 0,8 %

**Etat des Stocks (t)
(LME)**

	Fin 2000	Fin 2001	Fin mars 2002	Fin avril 2002	Fin mai 2002	Fin juin 2002 (25/06)	Evolution juin-mai
Aluminium	321 850	821 850	1 014 100	1 110 850	1 136 375	1 227 150	+ 8,0 %
Cuivre	357 225	799 225	930 275	974 925	961 450	894 175	- 7,0 %
Etain	12 885	30 550	35 730	36 325	37 070	36 590	- 1,3 %
Nickel	9 680	19 190	17 382	20 352	27 204	28 080	+ 3,2 %
Plomb	130 650	97 700	123 430	149 030	175 100	178 475	+ 1,9 %
Zinc	194 775	433 350	515 950	559 975	605 475	595 800	- 1,6 %

**VARIATION DES COURS SUR LE MOIS
(31 mai au 25 juin 2002)**



INFORMATIONS GENERALES

1. COURS ET TENDANCE

- Métaux précieux : l'or confirme son statut de valeur refuge...

Après une montée à 330 dollars l'once, le cours de l'or s'est durablement installé au-dessus de 300 dollars, confirmant ainsi son rôle de valeur refuge dans la débâcle actuelle des marchés financiers, la baisse du dollar et les incertitudes politiques. Les opinions des analystes divergent quant au potentiel de hausse supplémentaire de l'or.

Certains font remarquer que ce potentiel est désormais assez limité (340 dollars l'once est un seuil souvent cité) car, par rapport aux valeurs boursières, l'or souffre, pour l'investisseur moyen, de l'image de « commodité » physique, tandis que les produits dérivés (futures, options, warrants sur actions aurifères) du marché de l'or restent réservés aux spéculateurs avertis. D'autre part, aujourd'hui le marché de l'or serait notoirement suracheté alors que le marché des actions serait, selon la même analyse, visiblement survendu.

Pour d'autres analystes, l'or garde encore un bon potentiel de hausse (on cite une fourchette possible de 350 - 380 dollars l'once). Cette analyse se base surtout sur la constatation que la production minière d'or va baisser assez rapidement dans les années à venir car les réserves d'or de bonne qualité (à bas coût de production) sont actuellement consommées à grande allure par les sociétés minières et, d'autre part, à cause de la chute de l'exploration depuis 1998 qui ne permet plus un renouvellement suffisant des réserves.

(La Tribune : 11/06/2002 ; Le Figaro : 05/06/2002 ; www.kitco.com)

- ...tandis que le platine consolide sa récente progression

Le prix spot du platine a atteint 570 dollars l'once à Londres, avant de baisser légèrement par la suite. Le métal a le vent en poupe à la fois du côté des fondamentaux du marché (cf. Ecomine de mai) et de la spéculation.

Mais, côté fondamentaux, plus le métal se rapproche de 600 dollars l'once, plus son utilisation dans la bijouterie devient aléatoire car les fabricants tendent alors à privilégier la solution concurrente à base d'or (« l'or blanc »). La même chose devrait intervenir pour les pots catalytiques : la forte chute du prix du palladium et la hausse du platine devrait rendre à nouveau le premier compétitif sur cet important marché.

Côté spéculation, les opérateurs du Nymex ont continué d'acheter le platine tout en vendant le palladium : les positions longues ont encore augmenté, ce qui devrait contribuer à soutenir le prix à court terme, d'autant plus que beaucoup d'investisseurs découvrent dans le platine une alternative aux placements « or ».

(Mining Journal : 21/06/2002 ; www.kitco.com)

- Métaux de base : optimisme plus prononcé pour le cuivre et le nickel

Les métaux de base, aux évolutions très parallèles depuis courant 2001, au gré des anticipations sur l'économie américaine, commencent à avoir des perspectives plus contrastées, du fait surtout de l'adaptation plus ou moins réussie de l'offre à la demande (coupes de production).

L'**aluminium**, le **plomb** et le **zinc**, qui ont du mal à redécoller, ont les perspectives les plus moroses. Ainsi pour l'aluminium, selon CRU (Londres), l'excédent de l'offre sur la demande pourrait en 2002 atteindre 850 000 t, en partie en raison de la reprise de la production stoppée l'an passé au Nord-Ouest des Etats-Unis et au Brésil.

Le **cuivre** et le **nickel**, qui ont repris un peu de hauteur courant juin, font l'objet des analyses les plus optimistes (ou les moins pessimistes). Le nickel sur sa cotation à trois mois a même ponctuellement dépassé 7 500 \$/t à la mi-juin. En effet, côté fondamentaux, les analystes constatent la faiblesse des stocks occidentaux des aciéristes, la croissance limitée en perspective des exportations russes et la relative pénurie de ferrailles inox. Côté spéculation, le nickel est apprécié par les fonds d'investissements qui pourraient contribuer à pousser prochainement le prix à trois mois autour des 8 000 \$/t.

Quant au cuivre, les fondamentaux paraissent aussi s'être renforcés. Les stocks sont encore très importants, mais ils ont semble-t-il cessé de croître. L'amélioration vient surtout du fait qu'environ 600 000 t de métal ont été retirés du marché depuis fin 2001, essentiellement du fait des grands producteurs : Codelco, BHP Billiton, Rio Tinto et Phelps Dodge. Le prix à trois mois du cuivre a même momentanément franchi 1 700 \$/t début juin, ayant reflué ensuite. La composante spéculative reste très importante avec un volume record de positions longues au LME le 21 juin. Une baisse des cours sous l'important niveau de soutien de 1 640 \$/t pourrait déclencher une liquidation massive des positions longues, pouvant entraîner une baisse importante.

(Financial Times : 28/05/2002 ; Mining Journal : 14-21/06/2002)

2. LES FONDAMENTAUX

- Etats-Unis : la reprise économique est à nouveau en question

Les marchés américains sont au plus bas depuis septembre 2001 et l'euro est en train de rattraper le dollar, qui est au plus bas depuis 17 mois ; et ceci malgré les statistiques macro-économiques encourageantes du premier trimestre 2002. La cause en serait, selon le Financial Times, que la reprise est de « faible qualité », autrement dit, tirée par le re-stockage et l'accroissement des dépenses de l'Etat, plutôt que par la croissance des investissements des entreprises et de la demande des consommateurs qui, selon les derniers indicateurs, semble désormais stagner.

La vague des investissements directs aux Etats-Unis a clairement pris fin : en 1999, ceux-ci ont financé 90 % du déficit des comptes courants américain, contre seulement 45 % en 2001 et, vraisemblablement, encore moins en 2002. Or, dans le même temps, la croissance du déficit des comptes courants se poursuit et tend actuellement vers les 5 % du PIB américain, seuil à partir duquel les économistes considèrent que la baisse du dollar devient inévitable. Malgré cette baisse, il est peu probable que la Fed augmente rapidement ses taux d'intérêt car avec une inflation de moins de 0,5 % sur les deux derniers trimestres, l'économie américaine est désormais proche de la déflation. Les analyses de l'Economist rejoignent celles du Financial Times ; de plus elles soulignent les similitudes entre la bulle financière des TMT qui a éclaté aux Etats Unis en 2000 et la bulle financière de la bourse japonaise qui a éclaté en 1989 et des suites dont le Japon ne s'est pas encore remis. Dans les deux cas, avant l'éclatement des bulles, on a observé une hausse brutale du cours des actions, ainsi que de l'investissement des entreprises et des ménages (« l'exubérance irrationnelle » de M. Greenspan), une forte croissance de l'endettement et de la productivité – déjà à l'époque, certains économistes parlaient du « paradigme » d'une nouvelle économie, où la croissance serait sans fin (abolition du cycle économique). Mais, et cela est plus troublant, les symptômes de l'après-bulle sont également similaires : forte baisse des bourses (le Nikkei ne s'est d'ailleurs jamais remis de cette baisse, alors que le Dow Jones reste actuellement surévalué, selon de nombreux analystes), de l'investissement, maintien pendant deux ans de la croissance de la consommation des ménages et même forte croissance de la productivité au Japon en 1990-91, tout comme actuellement aux Etats-Unis. Même les mauvaises pratiques financières des firmes japonaises au début de la décade 90 ressemblent étrangement aux affaires actuelles (Enron, World Com...) aux Etats-Unis.

Selon le Financial Times, trois scénarios sont actuellement envisageables pour l'avenir :

- Confirmation de la reprise « macroéconomique » américaine actuelle par la reprise de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages.
- Reprise économique américaine (exportations, profits et investissements) assortie d'une baisse graduelle du dollar. Mais la hausse automatique de l'euro et du yen par rapport au dollar diminueraient la compétitivité du reste du monde.
- Chute incontrôlée du dollar, effondrement de Wall Street, fuite des capitaux de la bourse américaine, crise de l'investissement et de la consommation qui se répercutent alors au reste du monde. C'est le scénario du double plongeon (« double dip »).

(Financial Times : 12-13/06/2002 ; Les Echos : 28/05/2002 ; The Economist : 08-15/06/2002)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITE

- Or : la restructuration du secteur aurifère se poursuit

Après la reprise de Homestake par Barrick en 2001 et de Normandy par Newmont en début d'année, la restructuration du secteur aurifère mondial se poursuit. L'OPA en cours de la major canadienne Placer Dome sur l'australien AurionGold constitue une opération plus modeste, de l'ordre de 1,1 milliards de dollars, mais d'une logique comparable à celle des précédentes fusions : il s'agit pour Placer Dome d'augmenter ses réserves de minerai en terre, en abaissant son coût moyen d'extraction de l'once d'or par la recherche de synergies avec la société australienne, qui sont d'ailleurs évidentes.

Pour compenser la baisse de ses réserves de 5 % en 2001, à 44,5 millions d'onces d'or contenu (1 million d'onces = environ 30 t d'or), l'OPA sur AurionGold, si elle réussit, permettrait à Placer Dome d'acquérir 5 millions d'onces de réserves dans des mines australiennes rentables. De plus, l'australien contrôlant 25 % des réserves de la grande mine de Porgera en Papouasie Nouvelle Guinée, celles-ci viendraient s'ajouter aux 50 % déjà contrôlés par Placer Dome.

Selon les analystes, l'offre de Placer Dome, au démarrage de l'OPA fin mai, valorisait déjà chaque once de réserves d'AurionGold, à 212 dollars australiens, soit en intégrant les coûts d'extraction, 372 dollars australiens l'once. Selon cette analyse, Placer pourrait se permettre de monter jusqu'à 7 \$ australiens l'once, en cas de contre-offre, improbable selon les analystes, tant les synergies entre les deux compagnies paraissent importantes. Cette OPA apparaît ainsi justifiée tant du point de vue boursier (meilleure visibilité des actions de la future société par effet de taille) que du point de vue technique (augmentation significative des réserves en terre).

Par ailleurs, trois sociétés canadiennes Kinross, Echo Bay et TVX ont annoncé leur fusion en vue de créer la septième plus importante société aurifère au monde, avec une capitalisation boursière de 2 milliards de dollars. Le leader de cette fusion est Kinross, qui a produit plus d'un million d'onces d'or (plus de 30 t) en 2001. Cette production provient pour deux tiers d'Alaska et de Russie (Extrême Orient), ainsi que du Canada, Chili, etc. Echo Bay a produit environ 20 t d'or en 2001, dont les deux tiers au Nevada et TVX Gold, 6 - 7 t qui proviennent essentiellement de participations dans des mines brésiliennes et chiliennes. Le regroupement de ces trois sociétés est couplé à l'acquisition de la participation de 49,9 % dans la co-entreprise TVX Newmont Americas, détenue par Newmont, pour 180 M\$. La nouvelle entité, qui gardera le nom de Kinross, produira plus de 2 millions d'onces par an, dont 65 % aux Etats-Unis et au Canada, avec des coûts de production prévisionnels inférieurs à 200 dollars l'once.

(Financial Times : 10/06/2002 ; La Tribune : 29/05/2002 et 13/06/2002 ; World Gold : 10/12/2001)

- Voisey Bay : accord de principe pour le développement du gisement

Après six années de polémiques et de difficiles négociations avec le gouvernement provincial et les tribus indigènes du nord de la province de Terre-Neuve, la société canadienne Inco va pouvoir enfin lancer les travaux du site minier de Voisey's Bay, sur la côte du Labrador. Le gisement, qui contient 31 millions de tonnes de réserves prouvées à 2,9 % nickel, 1,7 % cuivre et 0,14 cobalt, a été acheté par Inco en 1996 pour 4,6 milliards de dollars canadiens à Diamond Fields Ressources.

Pendant des années, le principal obstacle au développement de la mine a été l'exigence du gouvernement provincial que Inco construise une fonderie de nickel permettant la transformation du minerai en métal sur place, à Terre-Neuve, tandis que la compagnie souhaitait traiter le minerai de Voisey Bay dans ses fonderies d'Ontario et de Manitoba. La mise au point par Inco d'un procédé de traitement du minerai par voie hydrométallurgique a permis de débloquer la situation. Ce procédé, qui remplace la pyrométallurgie classique, est déjà utilisé pour les minerais de nickel oxydés ; il pourrait désormais, si les recherches le confirment, être étendu aux minerais sulfurés du type Voisey Bay.

L'accord de principe qui vient d'être conclu entre Inco et le gouvernement provincial est un accord complexe, en plusieurs étapes, qui prévoit des dépenses totales de l'ordre de 1,9 milliards de US\$, pendant les 30 ans de vie de la future mine. Parmi les points-clés de l'accord, on retient :

- ❑ Démarrage en 2003 de la construction de la mine et de l'usine de concentration, prévue à 6 000 t/j. L'investissement prévu est de US\$ 470 M. L'étude de faisabilité pour ce projet devrait être achevée fin 2002. Le démarrage de la production de concentrés est prévue pour 2006.
- ❑ Construction d'ici 2006 (pour coïncider avec le démarrage de la production minière), d'une usine pilote où sera testé le procédé hydrométallurgique sur le minerai de Voisey Bay. Le coût prévu est de US\$ 120 M, dont 85 pour le pilote. La durée des tests est prévue jusqu'en 2008.
- ❑ Si les tests sont concluants, Inco s'engage à construire une usine de traitement d'une capacité d'environ 50 000 t de nickel et d'une valeur de US\$ 530 M, qui devrait être achevée en 2011.
- ❑ Si les tests ne sont pas concluants (peu probable, selon Inco), la société devra construire une fonderie classique (pyrométallurgique), de capacité équivalente.
- ❑ Entre 2006 et 2011, Inco est autorisée à traiter les concentrés de Voisey Bay dans ses fonderies canadiennes de l'Ontario et Manitoba, mais l'accord prévoit également que, une fois l'usine de traitement achevée, la compagnie devra « rembourser » à la province de Terre Neuve le minerai traité en dehors, entre 2006 et 2011.

Selon Inco, le coût opératoire moyen de la mine devrait se situer autour de 1 US\$ par livre de nickel compte tenu des recettes liées aux sous-produits (7 \$ par livre de cobalt et 0,90 \$ par livre de cuivre). L'accord définitif devrait être conclu d'ici fin septembre, si certains problèmes concernant la fiscalité minière provinciale et le montant des compensations financières à verser aux indigènes du Labrador, sont résolus.

(Financial Times : 12/06/2002 ; La Tribune : 13/06/2002 ; Mining Journal : 14/06/2002)

- Acier : nouveaux développements dans le conflit commercial avec les Etats Unis...

Sous la pression de l'Union européenne, l'OMC a désigné début juin un groupe d'experts pour examiner la légitimité des mesures protectionnistes imposées par les Etats-Unis sur les importations d'acier (voir Ecomine de mars et avril). D'autre part, les Etats-Unis se sont déclarés disposés à exempter des mesures de protection certaines catégories d'acier ; la décision sur ces catégories devrait intervenir d'ici le 3 juillet.

Prenant acte de cette déclaration américaine, l'Union européenne a décidé de surseoir à l'application des contre-mesures (d'un montant de 378 M€, voir Ecomine d'avril) prévue initialement pour juillet, le temps d'examiner l'incidence des futures exemptions américaines sur les pays de l'Union – la décision d'appliquer ou non les contre-mesures devant intervenir d'ici le 19 juillet. Si les exemptions américaines sont jugées insuffisantes, l'Union européenne appliquera les contre-mesures prévues à partir du début août. D'autres contre-mesures, d'une valeur de 606 M€ sont prévues si et lorsque l'OMC aura décidé que la plainte de l'Union européenne est justifiée – décision qui ne devrait pas intervenir avant 2003.

Aux Etats-Unis, l'administration est soumise aux pressions contradictoires du lobby de l'acier et de l'association des industries consommatrices d'acier (le CITAC). Selon ce dernier, les prix de l'acier ont fortement augmenté depuis le début de l'année aux USA, tirés par la demande, ce qui rend inutile voir nuisibles les mesures protectionnistes ; le marché américain de l'acier, en particulier des produits plats, serait actuellement menacé d'une pénurie (artificielle) qui devrait faire exploser les prix d'ici l'an prochain.

Ailleurs dans le monde, il faut remarquer que la Chine, dernier pays élu membre de l'OMC, a décidé de son côté d'imposer unilatéralement des mesures de protection de son marché intérieur de l'acier. Sachant que la Chine est le marché de l'acier le plus dynamique du monde (cf. Ecomine d'avril) en termes de croissance, on peut remarquer que, désormais, les trois principaux marchés de l'acier : les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne, sont abrités derrière des barrières tarifaires. Cela devrait créer des soucis aux principaux exportateurs, dont la Russie et le Japon, et contribuer aux distorsions des prix qui ont déjà souvent affecté la sidérurgie mondiale par le passé.

(Financial Times : 01-04-07-10-14/06/2002 ; Metal Bulletin : 06/06/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002)

- ...alors que les prix du minerai de fer baissent

Après de longues et difficiles négociations, les trois principaux producteurs de minerai de fer du monde (CVRD, BHP Billiton et Rio Tinto) ont accepté de revoir à la baisse de 2,4 % le prix de leur minerai pour l'année en cours. Cette baisse concerne les fines pour pelletisation (« sinter feed »). La baisse est plus importante pour les minerais de qualité (« direct charge lumps »), pour lesquels elle est de l'ordre de 11 - 13 %, un niveau de baisse jamais atteint depuis 8 ans. Cette situation est caractéristique de périodes où la demande mondiale en minerai est faible. Mais la victoire des sidérurgistes sur les mineurs pourrait être de courte durée avec la reprise de la demande en acier qui semble se manifester actuellement.

(Metal Bulletin : 06/06/2002 ; Mining Journal : 08/06/2002)

- Aluminium : projets africains pour alumine et aluminium

Selon diverses sources, Pechiney pourrait annoncer vers la fin du mois sa décision de démarrer prochainement la construction de sa nouvelle usine d'aluminium en Afrique du Sud. Il s'agit d'un investissement de 1,6 milliards de dollars pour l'usine qui sera construite sur le site portuaire de Coenga, près de Port Elisabeth. La capacité annuelle prévue de l'usine est de 460 000 t de métal, fabriqué grâce au nouveau procédé AP50 mis au point par Pechiney. Le groupe, associé à l'israélien Imbali Resources, détiendra 50 % du capital de l'entreprise. Pour l'autre moitié, Pechiney est à la recherche de partenaires de joint venture. Parmi les partenaires potentiels dans le projet on cite Eskom, le monopole d'état sud africain de l'électricité avec lequel Pechiney a conclu un accord favorable de fourniture d'électricité, ainsi que l'Industrial Development Corporation, organisme d'état sud africain. Selon les analystes, le groupe français pourrait se tourner vers BHP Billiton pour diriger du projet.

Il faut souligner que Pechiney possède une longue tradition d'innovation technologique dans le domaine du raffinage de l'aluminium. Ainsi, sur la décennie 1991 - 2000, la société contrôlerait environ 80 % du marché mondial de la technologie de raffinage de l'aluminium, grâce à son procédé breveté AP30. La nouvelle technologie AP50, qui devrait être utilisée en Afrique du sud, permettrait selon Pechiney, de réduire les coûts d'investissement à 3 400 \$/t d'aluminium, contre 4 000 \$ pour l'AP30. La rentabilité interne de l'usine utilisant le nouveau procédé devrait être par ailleurs supérieure d'environ 4 % à celle d'une usine de capacité équivalente utilisant l'AP30.

Ailleurs en Afrique, ce sont les projets de construction de fonderies d'alumine en Guinée qui retiennent l'attention. Un premier projet est promu par Gapco (Guinea Aluminium Products Corp.), un groupe d'investisseurs privés de New York, qui aurait l'appui de la Banque Mondiale. L'investissement pour le projet Gapco est de 2 milliards de dollars, pour une usine de 2,6 Mt par an. Parmi les partenaires possibles, on cite : BHP Billiton, ainsi que les japonais Mitsubishi et Marubeni. L'usine serait située à Sangarédi et serait ravitaillée par le minerai pauvre (teneur de coupure 45 % Al_2O_3), non exportable, de la CBG ; cette dernière maintiendrait ses exportations (12,5 Mt en 2001, premier exportateur mondial) à partir du minerai riche (53 % Al_2O_3), destiné aux membres du syndicat Halco, managé par Alcoa.

D'autres projets « alumine » existent en Guinée. Parmi ceux-ci, il faut citer l'expansion possible de capacité de l'usine de Friguia, qui a une capacité de 700 000 t d'alumine actuellement, qui pourrait être doublée. Un autre projet d'Alcoa prévoit la construction d'une fonderie d'alumine de 400 000 tonnes près du port de Kamsar (d'où partent les exportations de bauxite de la Guinée). La capacité pourrait par la suite atteindre progressivement les 1,6 Mt. Rusal, le grand aluminier russe, est en train de faire une étude de faisabilité pour un projet intégré mine de bauxite-fonderie d'alumine sur le site de Dian Dian, à 50 km au nord de Sangarédi. Les ressources de ce site sont estimées à 1 milliard de tonnes à 45 - 52 % Al_2O_3 . La capacité finale prévue de l'usine serait d'environ 2,5 Mt d'alumine par an et le projet prévoirait la construction d'une nouvelle infrastructure de transport (120 km) et portuaire, indépendante de celle de la CBG.

(Financial Times : 03/06/2002 ; Mining Journal : 14-21/06/2002)

- Aluminium : Pechiney s'appuie sur l'innovation pour une croissance sélective

Deux ans après le veto de Bruxelles à sa fusion avec Alcan et Algroup, Pechiney se recentre sur son métier historique. Inventeur de techniques de fusion au début du XXe siècle, le groupe a toujours gardé une longueur technologique d'avance. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore, 80 % des nouvelles usines construites dans le monde occidental le sont sous licence Pechiney. Une nouvelle technologie de fusion mise au point dans ses laboratoires - «l'AP 50» -, vouée à succéder à l'AP 30, permet d'augmenter de plus d'un tiers la production d'une ligne. Une première usine, employant cette nouvelle technologie, devrait être montée en Afrique du Sud où Pechiney a sécurisé l'approvisionnement électrique avec Eskom.

Le groupe, qui dispose d'un bilan financier solide, aimerait désormais intensifier ses associations avec d'autres industriels mais en prenant des participations dans des projets nouveaux utilisant ses technologies. Cette méthode permet de limiter les investissements tout en évitant la création de surcapacités. Pechiney candidat à la reprise de sites de production d'alumine a toujours perdu face à Alcoa. Le groupe n'a pas renoncé à cette stratégie mais il ne veut le faire que sur des dossiers dont les approvisionnements d'alumine et d'électricité sont sécurisés.

Les projets récents ou en cours sont l'augmentation de la capacité de l'usine de Tomago en Australie, la création d'une usine à Dubaï, le rachat de McCook, le rachat du pôle aluminium de Corus, des participations en Chine, au Venezuela, en Inde, et au Vietnam.

Le groupe veut aussi accroître ses positions dans la transformation (Corus ciblé). A côté de l'aéronautique, où Pechiney est le premier fournisseur d'Airbus, le groupe mise sur l'automobile (10 % dans les voitures actuelles). Les préoccupations environnementales, l'obligation de recyclage, le besoin d'alléger les voitures sont autant de facteurs favorables à l'aluminium.

Le groupe doit cependant être attentif dans son redéploiement à ne pas se mettre financièrement en position de faiblesse vis-à-vis d'OPA toujours possibles de ses grands concurrents (Alcoa et Alcan).

(Le Monde : 21/06/2002)

- Afrique du Sud : polémique sur la nouvelle loi minière

Selon la nouvelle loi minière en cours d'adoption, les sociétés minières devront restituer à l'Etat les concessions minières sur lesquelles il n'y a pas de travaux en cours, l'Etat se réservant désormais le droit d'attribuer ces concessions (comme cela se fait ailleurs), limitées à 30 ans. Le but déclaré de cette mesure est d'ouvrir aux entrepreneurs miniers appartenant à la majorité noire du pays, les zones fertiles du sous-sol sud africain qui demeurent encore largement contrôlées par quelques multinationales dirigées par la minorité blanche du pays.

Selon les représentants des grands groupes miniers du pays (de Beers, Anglo American, Gold Fields), la nouvelle loi, bien que partant d'intentions louables, risque de diminuer l'attractivité du pays pour les investisseurs, surtout en vue du développement de gros projets miniers nécessitant d'importants investissements, pour lesquels la durée de vie prise en compte est parfois supérieure à 50 ans. Pour les représentants de ces groupes, toucher à leur droits miniers contribuera également à affaiblir les cours de leurs actions en bourse.

(Financial Times : 10/06/2002)

INFORMATIONS SECTORIELLES

4. METAUX DE BASE

ALUMINIUM

- Reprises et augmentations de capacités de fonderies d'aluminium

Alors que l'américain Golden Northwest Aluminum a remis à septembre la décision de redémarrer ses deux fonderies (Oregon, Washington), le canadien Alcan récupèrera, à partir d'août, 60 000 des 100 000 t de capacité mises en sommeil à Kitimat (Colombie Britannique), revenant à une production de 240 000 t/an. Côté brésilien, la production d'aluminium des quatre premiers mois de l'année (415 300 t) a quasiment retrouvé son niveau 2001, avant les restrictions d'énergie (- 0,6 %).

Sur la voie de la maîtrise des coûts énergétiques, le n° 1 mondial Alcoa a signé avec le gouvernement islandais un plan d'action formalisant les négociations en vue de construire à Reydarfjordur une fonderie de capacité 320 000 t/an. L'énergie nécessaire serait fournie par une centrale hydroélectrique de 500 MW dont la compagnie nationale assurerait la construction. La décision pourrait être prise dès la mi-juillet et le projet lancé aussitôt. Actuellement, l'île produit 258 000 t/an via Nordural (Columbia Ventures of USA : 90 000 t) et ISAL (JV Alcan et Rusal : 168 000 t/an). Alcoa pourrait également s'engager dans une alliance stratégique avec le producteur du Bahrein Alba.

Les producteurs indiens sont tous impliqués dans un processus d'expansion. Dans l'exercice en cours (mars 2002 à mars 2003), la production nationale passera de 637 000 t à 710 000 t (dont 183 000 t à l'export) alors que les importations baisseront de 100 000 t. Hindalco passera de 262 000 t (11,5 % à l'export) à 290 000 t (15,5 % à l'export) tandis que Nalco passera de 232 000 t (46 % à l'export) à 250 000 t (50 % à l'export) et que Balco, Indal et Malco produiront respectivement 90 000, 50 000 et 30 000 t.

Côté chinois, Fushun Aluminium commencera à produire en juillet dans sa nouvelle fonderie de la province de Liaoning qui remplacera progressivement l'ancienne (50 000 t/an puis 90 000 en 2003). Dans la région de Shangaï, Zhenxing Group démarrera en août la production dans sa 2^e fonderie en fin de construction (capacité 40 000 t/an). Enfin, Xiezhou a commencé la construction d'une usine dans la province de Shanxi (capacité 200 000 t/an) ; la production de la société devrait passer de 110 000 t en 2002 à 200 000 t fin 2003 et à 310 000 t courant 2004.

(Les Echos : 14-17/06/2002 ; Metal Bulletin : 23-27-30/05/2002 et 13-17/06/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002 et 10/06/2002)

- Alcan se renforce en Inde et investit en Chine

Pour profiter des avantages du pays à la croissance la plus rapide, et, en outre, second consommateur mondial d'aluminium, le groupe canadien Alcan vient d'investir en Chine, sur les traces de son rival Alcoa qui a récemment investi dans Chalco. Alcan vient de signer avec Qingtongxia Aluminium Co (QAC) un protocole d'accord qui lui permettra d'entrer en JV à hauteur de 50 % dans la fonderie d'aluminium chinoise. Celle-ci est située à Qingtongxia, dans la province centrale de Ningxia. Alcan récupérerait 50 % des 130 000 t/an de capacité de technologie pré-cuisson/anode pour un prix non divulgué, et prendrait option pour une augmentation de capacité de 150 000 t/an suivant la même technologie. QAC garderait à 100 % la partie ancienne de la fonderie qui utilise la technologie Soderberg, dont la capacité de 100 000 t/an serait ramenée à 50 000 dès la phase d'expansion terminée.

Par ailleurs, Alcan a fait savoir qu'il portera à 45 % sa participation dans le projet indien de raffinerie d'alumine d'Utkal, tandis qu'Indal (via sa holding Birla) monte à 55 %. Les 45 % de Norsk Hydro qui s'est retiré du projet (1 Mt/an vers 2005-2006 et 3 Mt/an vers 2008-2009), ont donc été repris à raison de 10 % pour le canadien et de 35 % pour l'indien devenu majoritaire.

(Metal Bulletin : 30/05/2002 et 10/06/2002 ; Mining Journal : 14/06/2002 ; Platt's Metals Week : 10/06/2002)

- Péchiney dans la course à la restructuration du secteur européen

Dans l'affaire de la vente des actifs aluminium du groupe anglo-néerlandais Corus, les analystes continuent de citer le français Péchiney parmi les repreneurs favoris, avec l'américain et n° 1 mondial, Alcoa. Péchiney, par son directeur de la branche aluminium Philippe Varin, a confirmé son implication dans le processus. Corus semble toujours ferme pour céder en bloc ses actifs aluminium, alors que les repreneurs cités ont déjà dans le collimateur la fonderie non compétitive de Delfzijl. Par contre, les analystes ont baissé leur estimation du prix, passée d'un milliard de dollars à 0,8 milliard. Enfin, l'anticipation des problèmes anti-trust met en avant le cas de l'usine de Coblenze, spécialisée dans les alliages destinés au marché aérospatial, marché où Alcoa et Péchiney ont déjà des positions fortes.

Péchiney serait également candidat à l'achat de 70 % des compagnies serbes Valjaonica Aluminijska Sevojno (Seval) et Nissal Nis (Nissal) mises en vente par le gouvernement. La plus attractive paraît Seval dont le complexe principal de Sevojno a une capacité de 175 000 t/an de produits de fonderie (26 %), de produits laminés à chaud (57 %) et de produits laminés à froid (17 %). Toutes les autres usines fabriquent des produits aval (profilés, huisseries pour le BTP...). Les autorités espèrent arriver à un accord de vente vers septembre 2002.

(Les Echos : 20/06/2002 ; Metal Bulletin : 30/05/2002 et 13/06/2002)

- Rusal veut augmenter sa production de 50 % d'ici 2012

Russian Aluminium (Rusal), producteur n° 2 mondial, veut augmenter sa production d'aluminium de 50 % dans les dix ans à venir, soit de 2,4 Mt à 3,6 Mt. Il a investi 350 M\$ en 2001 et investira 300 M\$ en 2002 et autant en 2003. Son plan de croissance prévoit soit des augmentations de capacité dans le pays, notamment en Sibérie qui dispose d'énergie hydroélectrique sous-employée, soit des joint ventures, soit encore des rachats d'actifs, par exemple à l'occasion de privatisations. Sont cités la fonderie de Sayansk (Rép. de Khakassia), qui passerait de 400 000 à 660 000 t/an, des projets en Sibérie (Irkoutsk), en Ukraine et en Australie, la participation à la privatisation du groupe indien Nalco, ou encore le rachat des actifs de Kaiser Aluminum. La hausse de capacité de production d'alumine est une priorité pour Rusal. Si l'extension de 0,2 Mt à la raffinerie ukrainienne de Nikolayev a été retardée en raison de l'incapacité à traiter un surplus de rejets (1,1 Mt d'alumine produites), Rusal a un ambitieux projet en Guinée (2,4 milliards de \$), associant la construction d'une raffinerie de capacité 1,2 Mt/an dans la région de Dian-Dian à une exploitation minière de bauxite (6,6 Mt/an). L'adjonction d'une fonderie de 240 000 t/an est aussi envisagée.

(Metal Bulletin : 27/05/2002 et 06/06/2002 ; Mining Journal : 24-31/05/2002)

CUIVRE

- Nouvelles technologies de traitement des minerais et métaux à l'épreuve

Le groupe national chilien Codelco est très actif dans la recherche de nouveaux traitements par voie biotechnologique. Alliance Copper, sa JV 50 % - 50 % avec BHP-Billiton, a commencé la construction (60 M\$) d'une usine prototype, près de la mine de Chuquicamata. A pleine capacité (fin 2003), elle produira 20 000 t/an de cuivre cathode à partir de concentrés notamment riches en arsenic, chers à traiter par la filière classique. Le procédé utilisé est le BioCop, mis au point par Billiton pour traiter les minerais à faible teneur. Le produit biolixivié est ensuite traité en filière SX-EW (mise en solution et électrolyse). Parallèlement, Codelco vient de conclure avec Nippon Mining and Metals la création de BioSigma (3 M\$), dévolue à la recherche par voie biotechnologique de traitements applicables aux minerais à faible teneur et aux composants métalliques des pièces électroniques en fin de vie.

Une alternative aux procédés biologiques mise au point par le chilien Antofagasta et Lakefield Research sur la mine de Michilla est le procédé Cuprochlor qui s'applique à tous les minerais oxydés, sulfurés et mixtes, comme aux minerais à chalcocite, covellite et bornite. Il utilise des ions chlorure pour produire électrolytiquement des ions ferriques qui libèrent le cuivre, ensuite récupéré par voie SX-EW. D'après la direction d'Antofagasta, ce procédé est presque deux fois plus rapide qu'un procédé biologique.

(Metal Bulletin : 30/05/2002 ; Mining Journal : 07-14/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002 et 10/06/2002)

- Les coupures de production soutiennent le cours du cuivre

Si le cours du cuivre (LME, trois mois) est monté à environ 1 700 \$/t peu avant la mi-juin, poussé par les annonces de coupures de production chez BHP-Billiton fin mai, et chez Grupo Mexico début juin, la hausse des stocks (1,5 Mt au total entre LME, Comex et Shangaï) démontre que le redémarrage de la demande n'a pas eu lieu. Le cours redescendait à la mi-juin sous les 1 650 \$/t.

BHP-Billiton a d'abord décidé d'étendre ses coupures de production chiliennes, de 80 000 t sur la mine d'Escondida (arrêt mis à profit pour régler des problèmes de concentrateur), tout en retardant à janvier 2003 la réouverture de la mine Tintaya. Soit un total de coupures de 250 000 t de novembre 2001 à décembre 2002. Pour Grupo Mexico, l'effet de coupure est venu de la grève des mineurs déclenchée le 3 juin sur son complexe de Cananea, dans l'état du Sonora (Mexique) et de la menace de la direction de fermer le complexe. Avec une mine à ciel ouvert, un concentrateur et une usine à procédé d'extraction par mise en solution – électrolyse (SX-EW)-, le complexe produit 150 000 t/an de cuivre au total. En fait, un accord a mis fin à la grève et le travail a repris le 10 juin.

(Financial Times : 29/05/2002 et 05/06/2002 ; Les Echos : 29/05/2002 et 06/06/2002 ; Metal Bulletin : 30/05/2002 et 13/06/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002 et 07/06/2002 ; Platt's Metals Week : 10/06/2002)

- Murchison rachète à Rio Tinto la mine portugaise de Neves Corvo

L'australien Murchison United espère compléter d'ici le 10 juillet le montage financier qui lui permettra de récupérer la totalité de la part détenue dans Somincor par l'anglo-australien Rio Tinto, après que le gouvernement portugais ait renoncé à céder 17 % du capital, et après que le finlandais Outokumpu ait renoncé à exercer un droit d'acquisition sur 8 %. L'état portugais, via EDM, conserve ses 51 %, et Murchison rachète les 49 % de Rio Tinto pour un montant de 78 M\$, payable en 57 M\$ cash et le solde remboursable d'ici juillet 2005, plus un bonus en cas de remontée du cours du cuivre au-dessus de 0,95 \$/livre. Somincor exploite le gisement polymétallique de Neves Corvo arrivé en fin de vie, qui produit 81 000 t/an de concentrés de cuivre, dont Outokumpu a déclaré rester acheteur fidèle.

(Metal Bulletin : 27/05/2002 et 10/06/02 ; Mining Journal : 24/05/2002 et 14/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002 et 10/06/2002)

- Offre d'Anglo American pour se retirer de la compagnie zambienne KCM

Anglo American a offert 30 M\$ à l'état zambien pour se retirer définitivement de Konkola Copper Mines, plus un prêt de 18 M\$ qui doit permettre à KCM de retrouver une stabilité au bout de deux ans. Le président zambien Levy Mwanawasa attendait une indemnité compensatrice des conséquences sociales (10 000 emplois) et environnementales du retrait de l'ordre de 200 M\$. KCM devrait produire en 2002 à peine moins que prévu, soit 220 000 à 240 000 t de cuivre. Affaire à suivre...

(Africa Mining Intelligence : 05/06/2002 ; Financial Times : 07/06/2002 ; Les Echos : 10/06/2002 ; Mining Journal : 24/05/2002 et 14/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002)

- Investissements chinois

Le chinois Yunnan Copper devrait augmenter sa production de cuivre cathode de plus de 150 000 t/an d'ici 2004, en partie compensée par la baisse de régime de l'ancienne fonderie de capacité 125 000 t/an dont le coût opératoire est devenu trop important. Yunnan espère produire 190 000 t de cuivre cathode en 2002, soit 20 000t de plus que l'an dernier, et atteindre 250 000 t en 2004.

Jiangxi Copper négocie avec l'australien Lafayette Mining et le canadien TVI Pacific son entrée dans le capital du projet philippin à cuivre-zinc de Rapu Rapu. Jiangxi espère obtenir un peu plus de 20 % du capital et le droit d'acquérir l'entière production de concentrés de cuivre, de zinc, voire l'or et l'argent coproduits. Rapu Rapu a 5,72 Mt de réserves de minerai à Cu-Zn-Au-Ag, et devrait produire annuellement 10 000 t de concentrés de cuivre, 14 000 t de zinc, 50 000 onces d'or et 550 000 onces d'argent.

(Metal Bulletin : 23-30/05/2002)

ETAIN

- Production d'étain indonésienne en baisse cette année

En raison des problèmes posés par les exploitations illicites, l'Indonésie devrait voir sa production d'étain limitée à 50 000 t en 2002, dont 34 000 t par PT Timah (en baisse de 17 % au 1^{er} trimestre) et à peu près tout le reste par PT Koba. Par ailleurs, le décret interdisant l'export de minerais ou de concentrés (au profit de la production de métal sur place) a été promulgué. PT Timah espère retrouver sous peu une production de métal voisine de sa capacité de fonderie de 48 000 t/an et profiter de la bonne tenue des cours.

(Metal Bulletin : 23/05/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002)

- Réduction en Chine de la production

Yunnan Tin, fondeur n° 1 chinois, devrait produire 25 000 t en 2002 alors qu'il a produit 22 000 t l'an dernier. Non seulement il a la capacité à produire 35 000 t/an dans sa nouvelle fonderie (procédé Ausmelt) si les conditions de prix s'améliorent, mais il compte grandir par le rachat de petits producteurs chinois, notamment de la province du Yunnan, bien que son projet le plus avancé soit la fonderie de Chenzhou Mineral Resources dans la province de Hunan (5 000 t/an). De son côté, Liuzhou China Tin, n° 2 chinois localisé dans la province de Guangxi, espère atteindre d'ici cinq ans une production de 35 000 t/an

Mais en 2002, la Chine devrait produire 80 000 t, très en deçà des 110 - 120 000 t produites l'an dernier, à l'exemple de China Tin Group dont la production a baissé pour atteindre 20 000 t. Les raisons sont la fermeture de centaines de petites exploitations de la région de Nandan (habituellement fournisseur de 50 % des concentrés chinois) qui a suivi les inondations dramatiques de 2001, provoquant un étranglement de l'offre de concentrés, et le faible prix du métal sur le marché mondial. L'exportation, plafonnée, passerait de 60 000 t à 50 000 t en 2002, alors que la consommation chinoise grandissante est donnée pour 50 000 t.

(Metal Bulletin : 23/05/2002 ; Mining Journal : 24/05/2002 ; Platt's Metals Week : 10/06/2002)

- **Vente de la fonderie d'étain bolivienne de Vinto**

L'effondrement de RBG Resources, basée à Londres, mise en liquidation et dont la dissolution a été décidée à la mi-juin, a provoqué des remous du côté de ses actifs étain boliviens. Après quelques incertitudes, la fonderie de Vinto (capacité 10 000 t/an) et une part (non précisée) de la mine de Huanuni, qui fournit un tiers des concentrés alimentant Vinto, ont été rapidement vendus à la Compania Minera Colquiri, une JV entre la Cia Minera de Sur bolivienne (Comsur) et le fonds d'investissement anglais CDC Capital Partners. Le prix de vente définitif serait de 6 M\$ alors que, quelques jours plus tôt, les experts parlaient de 24 M\$. L'affaire avait été prétexte pour supputer une hausse de la prime de traitement ; de fait, les dernières primes exercées en Europe s'évaluaient largement de 100 - 110 \$/t à 145 \$/t, donc un haut de fourchette assez voisin des 155 \$/t cités en objectif de hausse.

(American Metal Market : 27/05/2002 ; Financial Times : 03/06/2002 ; Metal Bulletin : 20-27/05/2002 et 03-06-17/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002)

FER et ACIER

- **Nucor achète Birmingham Steel pour 615 M\$**

Nucor, l'aciériste n° 1 américain avec 11,2 Mt produites en 2001, a fini par acheter son compatriote Birmingham Steel en remontant son offre de 500 à 615 M\$. Ce dernier prix, qui s'approche de la dette estimée à 630 M\$, semble satisfaire l'ensemble des parties, liquidateurs (la société était sous protection juridique du chapitre 11 contre les faillites), prêteurs, fournisseurs et actionnaires. Les principaux actifs de Birmingham sont représentés par quatre mini-aciéries (fours à arcs électriques essentiellement alimentés par des déchets d'acier) situées à Birmingham (Alabama), Seattle (Washington), Kankakee (Illinois) et Jackson (Mississippi), dont la production globale est de 1,8 Mt (essentiellement en produits longs). Les analystes saluent l'opération de Nucor, jugée assez bon marché, et gagnée devant d'autres sociétés nationales et étrangères.

(Financial Times : 21-22/05/2002 ; Les Echos : 22/05/2002 ; Metal Bulletin : 23-27/05/2002 et 03-06/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002)

- **Nippon Steel et Sumitomo Metals regroupent leurs aciers inoxydables**

Le marché de l'acier japonais poursuit sa consolidation avec l'annonce de la fusion des activités d'aciers inoxydables du n° 1 Nippon Steel et du n° 4 Sumitomo Metals Industries, réalisable d'ici avril 2003. La fusion est une réponse à la baisse de la demande d'aciers inox due à l'effondrement économique du pays alors que le prix a baissé de 30 % en cinq ans, nécessitant d'augmenter la rentabilité à coups d'économies structurelles. Cette nouvelle division inox sera n° 1 au Japon, avec 1 Mt/an, soit le tiers de la demande domestique. Nippon Steel et SMI constituent, avec Kobe, un des deux pôles de consolidation de l'acier au Japon, avec le tandem NKK – Kawasaki Steel.

(Financial Times : 14/06/2002 ; La Tribune : 14/06/2002 ; Les Echos : 14/06/2002)

- **LNM Holdings s'offre 67,25 % du sidérurgiste tchèque Nová Hut**

Le groupe industriel LNM Holdings, basé aux Antilles néerlandaises, a emporté au finish l'enchère sur la privatisation de la société sidérurgique nationale tchèque Nová Hut. Après une offre tardive à 734 M\$ du tandem Trinecké Zelezářny – Commercial Metals Co, LNM a proposé 800 M\$, montant qui a été accepté par le gouvernement pour les 67,25 % de Nová Hut mis en vente. Sur ces 800 M\$, l'essentiel va à la dette, 250 M\$ sont des engagements d'investissement sur dix ans, 65 M\$ sont dévolus aux opérations et environ 80 M\$ vont à l'acquisition des actifs. Nová Hut apporte 66 % du sidérurgiste Vysoké Pece Ostrava, sur lequel LNM conserve pendant six mois une option d'achat. Il est déjà question de ne conserver que les trois-quarts des 12 000 emplois, au moins jusqu'en 2005.

(Financial Times : 21/05/2002 ; Metal Bulletin : 23-27-30/05/2002 et 03-10/06/2002)

- **Prix des minerais de fer à la baisse**

Les négociations entre producteurs de minerais fer et sidérurgistes ont finalement débouché sur un recul de 2,4 % de la plupart des minerais. Comme l'an dernier, le 1^{er} accord est venu de CVRD et de Thyssen Krupp qui ont conclu à une baisse de 2,4 % sur le minerai de type « Cajaras », à 29,31 cents/utms (1 unité métal par tonne métrique sèche = 1 % Fe par tonne sèche), de 1,04 % sur le minerai « système sud » (28,62 cents/utms), et de 5,47 % sur les pellets (47,36 cents/utms). De son côté BHP-Billiton a accordé à Kawasaki Steel comme à Posco une baisse de 2,4 % sur le minerai « fines de Mt Newman », et de 5 % sur le tout venant de même origine. Enfin, Hammersley a appliqué une baisse similaire de 2,4 % sur tous ses minerais, y compris le type basse teneur « Yandi ».

(Metal Bulletin : 03/06/2002 ; Mining Journal : 07/06/2002)

PLOMB - ZINC

- Fusion des australiens Ranger et Perilya qui a acheté la mine Broken Hill

Les compagnies australiennes Perilya et Ranger Minerals ont décidé de fusionner pour former un groupe (« Perilya ») diversifié dans la mine métallique, le pétrole et le gaz. Perilya (68 %) apporte principalement la mine de zinc-plomb-argent de Broken Hill (Nouvelle Galles du sud), récemment acquise, plus le projet cuivre de Mount Oxide (Queensland), le projet or d'Honeymoon (Australie occidentale), des permis à zinc et 30 % de la compagnie Strike Oil. Ranger (32 %) apporte des participations dans des permis d'exploration en Australie, Afrique, Amériques du nord et du sud, et 23 M\$ de liquidités (US\$).

Avant sa fusion avec Ranger, Perilya a acheté pour la somme de 51 M\$ la mine de Broken Hill à Pasmaico, autre mineur australien, en difficulté. Le règlement comprend un cash de 20 M\$ déjà payé, un montant de 14 M\$ basé sur le volume de minerai traité et un montant de 17 M\$ basé sur un différentiel de cours des métaux pendant une durée de sept ans. Perilya a obtenu de Korea Zinc un prêt de 15 M\$ en échange d'une promesse de vente de la moitié des concentrés produits par la mine. L'étude demandée par Perilya a démontré sur le gisement des réserves de 23,4 Mt à 9,8 % Zn, 5,6 % Pb, 56 g/t Ag. La production devrait être ralentie et passer à 2,4 Mt de minerai, représentant 330 000 t de concentrés de zinc (50 % Zn), 120 000 t de concentrés de plomb (69 % Pb) et 2,3 millions d'onces d'argent.

(Metal Bulletin : 30/05/2002 et 06/06/2002 ; Mining Journal : 24-31/05/2002 et 07/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002)

- Coupages de production de zinc en Europe et en Chine

La faiblesse persistante de la demande mondiale de zinc et la hausse des stocks (plus de 600 000 t en mai au LME) pèsent sur le cours qui stagne sous les 800 \$/t. Malgré les coupures de production déjà consenties, certains mineurs préfèrent insister dans cette voie afin que les premiers signes de reprise du marché se consolident. A l'exemple du finlandais Outokumpu qui envisage un équilibrage du marché fin 2002 et un déficit de l'offre en 2003.

En Europe, Outokumpu a donc reporté au 2 septembre la réactivation de la mine irlandaise de Tara (200 000 t/an) qu'il pourrait vendre à terme. Le cours était à 791 \$/t lors de son arrêt en novembre 2001 et il est à 793 \$/t aujourd'hui (11 juin). Le belge Umicore va réduire de 30 % la production sur son usine d'Overpelt, revenant à 90 000 t/an.

En Chine, les mêmes causes produisant les mêmes effets, s'ajoute une baisse de l'offre de minerais, due à la fermeture de nombreuses exploitations artisanales par décision gouvernementale en vue de sécuriser et normaliser le secteur minier. De nouvelles annonces ont suivi celle du producteur n° 1 Huludao Zinc (cf. Ecomine de mai) de ramener sa production à 221 000 t en 2002 (67 % de sa capacité). Zhuzhou (n° 2) produira 50 000 t de moins cette année, soit 230 000 t et aussi 20 000 t de plomb de moins, soit 75 000 t. Les producteurs de la province de Shaanxi (Dongling, Xingwang Zinc,...) devraient produire entre 100 et 120 000 t de zinc sur une capacité de 200 000 t, et certains projet d'expansion sont retardés.

(La Tribune : 31/05/2002 ; Metal Bulletin : 03-13/06/2002 ; Mining Journal : 07-14/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002 et 10/06/2002)

4. METAUX D'ALLIAGE

CHROME

- Le sud-africain Heric Ferrochrome à la recherche d'investisseurs

Pour augmenter sa capacité de production de 220 000 à 260 000 t/an en construisant un quatrième four, le sud-africain Heric Ferrochrome préférerait que l'investissement corresponde à la montée en puissance d'un des actionnaires minoritaires actuels. Il a le choix entre le japonais Mitsubishi Heavy Industries et Industrial Development Corporation, la holding d'état qui contrôle 25 % de la société. Heric, qui opère les mines de Brits et de Mooinooi (province du Nord-ouest), avait été l'objet d'une OPA il y a un an. Il a affaire localement à une solide concurrence, s'agissant d'Xstrata, 1 Mt/an, de Samancor (JV entre Anglo American : 40 % et BHP-Billiton : 60 %), également 1 Mt/an, et de Wonderkop (JV entre Xstrata et Samancor), 180 000 t/an.

(Africa Mining Intelligence : 05/06/2002 ; Metal Bulletin : 27/05/2002)

COBALT - NICKEL

- Sumitomo prêt à entrer pour 25 % dans le projet néo-calédonien Goro nickel

Il semble que Sumitomo Metal Mining veuille accélérer les négociations pour finaliser son entrée dans le projet nickel-cobalt néo-calédonien de Goro d'ici la fin juillet. Sumitomo espère que son vieux partenariat avec PT Inco, la filiale indonésienne d'Inco, et l'aboutissement de négociations sur Goro entreprises depuis trois ans, porteront leurs fruits. Jusqu'à présent, le projet est la propriété du canadien Inco (85 %) et du BRGM français (15 %). Pour financer et lancer le projet, Inco souhaitait céder 30 % à un partenaire et garder 70 %. Mais, d'une part le Territoire a émis le souhait de récupérer 5 % du projet, d'autre part certains industriels japonais, voire le français Eramet, n'ont pas dit leur dernier mot. Goro devrait produire 54 000 t/an de nickel et 5 400 t/an de cobalt.

(Metal Bulletin : 23/05/2002 ; Mining Journal : 24/05/2002)

- Jinchuan prêt à investir en Australie

Jinchuan Group, producteur n° 1 chinois de nickel et de cobalt (80 % de la production nationale), est en négociation avec l'australien Anaconda, dans lequel il est prêt à investir environ 57 M\$. Anaconda est connu pour développer sur le gisement latéritique de Murrin Murrin un procédé de traitement par lixiviation sous haute pression. Jinchuan a programmé une phase d'expansion interne et externe sur quatre à six ans pour sécuriser l'approvisionnement de sa fonderie de nickel de capacité 60 000 t/an.

(Mining Journal : 07/06/2002)

- **Inco développera en JV avec Antam son projet nickel indonésien d'East Pomalaa**

PT Inco, filiale indonésienne du canadien Inco, et l'indonésien PT Aneka Tambang (Antam) exploiteront en JV le gisement Inco d'East Pomalaa. Le gisement est situé dans l'île de Sulawesi, à proximité du gisement de Pomalaa exploité par Antam et à 100 km de sa fonderie. Les réserves du gisement n'ont pas été précisées.

Antam a récemment refait un bilan de ses réserves et ressources, notamment en nickel (tonnes humides). En minerai saprolitique, les réserves prouvées et probables sont de 32,4 Mt à 2,42 %, les ressources mesurées et indiquées de 30,4 Mt à 2,55 %, et les ressources inférées de 78,6 Mt à 2,4 %. En minerai limonitique, les réserves prouvées et probables sont de 21,0 Mt à 1,46 %, les ressources mesurées et indiquées de 30,4 Mt à 2,55 %, et les ressources inférées de 78,6 Mt à 2,4 %.

(Metal Bulletin : 30/05/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002)

- **Falconbridge allonge l'arrêt estival de sa fonderie de Sudbury**

Falconbridge va étendre de quatre à sept semaines, du 18 juin au 8 août, la fermeture estivale de la fonderie de Sudbury (Ontario), habituellement dévolue à l'entretien. D'après la direction, la reprise de production à pleine capacité permettra d'abaisser le coût opératoire sur les mois restants.

(Metal Bulletin : 27/05/2002)

- **Titan Resources va lancer à l'échelle industrielle son procédé BioHeap**

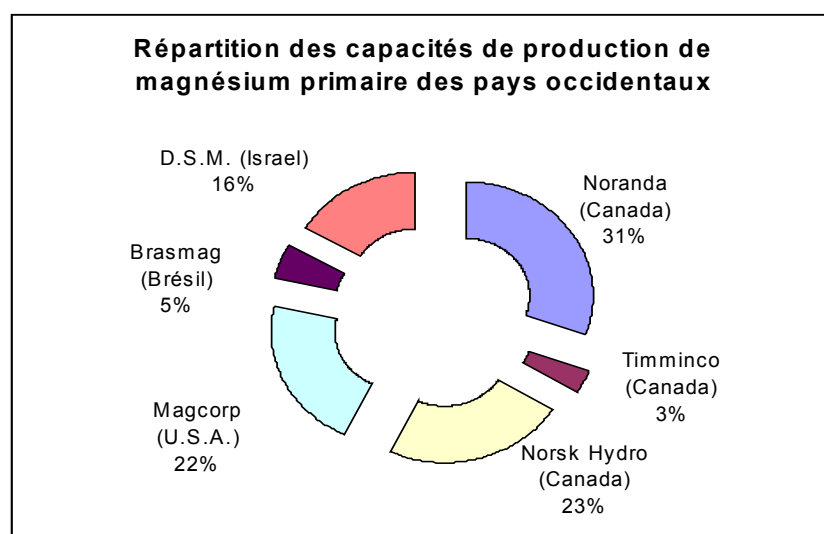
La compagnie australienne Titan Resources, après validation de l'efficacité de son procédé d'extraction bactérienne de nickel et de cuivre BioHeap, va passer en vraie grandeur sur le gisement de Carr Boyd Rocks. La compagnie assure avoir obtenu sur les gisements ouest-australiens à nickel-cuivre à faibles teneurs de Radio Hill et de Mount Scholl, où les tests ont été réalisés, des résultats très positifs. BioHeap devrait permettre d'exploiter des gisements jusqu'à présent sub-économiques avec les procédés métallurgiques traditionnels. Mais pour passer à l'échelle industrielle, Titan a préféré porter son choix sur le gisement (également ouest-australien) de Carr Boyd Rocks, où le projet prévoit une pré-exploitation de 400 000 t/an sur deux ans, d'un minerai à 0,78 % Ni et 1,0 % Cu.

(Mining Journal : 10/05/2002)

MAGNESIUM

- Controverses sur les perspectives du marché du magnésium

La réunion annuelle de l'IMA¹ a été l'occasion pour la profession de faire le point sur les perspectives du marché et la problématique d'approvisionnement. Selon Howard Kaplan de Magcorp, malgré la fermeture de capacités de production pour un total de 100 000 t en 2001 parmi les producteurs occidentaux, l'offre semble durablement excédentaire. Sur le court terme au moins, cette situation peut s'expliquer par l'augmentation de la production chinoise jointe à une baisse de la demande, évaluée à près de 10 %, en 2001.



Avec une capacité de production totale d'environ 200 000 t pour les pays occidentaux, Magcorp estime le taux d'utilisation de ces capacités entre 60 et 67 %, alors que les pressions chinoise et russe s'accroissent. L'IMA estime que les exportations russes et chinoises représentent maintenant 50 % du marché, pour une consommation en 2001 évaluée à environ 380 000 t (cf. Ecomine de février). En prenant comme référence les taux de progression de la demande dans le domaine du moulage par injection, évalués entre 10 et 14 % selon les analystes, l'offre devrait rester excédentaire compte tenu des projets annoncés en Australie, en Russie (voir plus loin) mais aussi en Chine. Seule une explosion de la demande dans le secteur automobile pourrait remettre en cause ce statut quo. Pour des problèmes tant techniques qu'économiques un tel scénario n'est envisagé qu'à long terme (i.e. au-delà de 10 ans). De plus, il semble, dans leur approche, que les analystes ne prennent pas suffisamment en compte les nouvelles sources d'approvisionnement constituées par le magnésium secondaire (i.e. issu du recyclage)

(Platts Metals Week : 27/05/2002 et 03/06/2002)

¹ International Magnésium Association

MOLYBDENE

- L'explosion du cours du molybdène suit les réductions de production de cuivre

Le molybdène, utilisé à 60 % dans les ferro-alliages, est devenu exclusivement un sous-produit des productions de cuivre. Comme les réductions de production du métal rouge se sont accumulées (cf. article sur BHP-Billiton), spécialement en Amérique (nord et sud), et que les ventes chinoises de molybdène semblent avoir été freinées, la pénurie naissante à la mi-mai a aussitôt fait monter le cours. Vers la mi-juin, entre 8 et 9 \$/livre (oxyde de molybdène), le cours affichait une hausse de près de 150 % sur le cours du début d'année, correspondant à un plus haut en huit ans. Si, côté des producteurs de cuivre, la situation devrait rester tendue, côté des fournisseurs chinois, les prix atteints devraient permettre de vendre, bien que des événements climatiques aient été invoqués pour justifier une baisse des livraisons du principal producteur chinois, Jinduicheng Molybdenum Mining. Notons que les européens se sont eux-mêmes compliqué la tâche, en imposant au niveau de l'UE une hausse de la taxation sur le molybdène chinois, précédée d'un stockage à bon prix mais suivie d'une rétention des nouveaux achats.

(Financial Times : 14/06/2002 ; La Tribune : 07-14/06/2002 ; Les Echos : 10/06/2002)

TUNGSTENE

- Les chinois attendent le retour des clients après la baisse des stocks de tungstène

Les fournisseurs chinois, constatant que les stocks des clients internationaux sont à leur plus bas, en particulier chez les clients européens, entrevoient une reprise des commandes et la sortie des cours de leur niveau plancher actuel. L'APT, malgré un prix conseillé officiel de 53,5 \$/mtu, se négocie dans une fourchette de 50 à 55 \$/mtu. A mi-juin, la quantité d'APT exportée avait déjà atteint le total atteint en mai. Les négociations sont en cours pour fixer la 2^e partie du quota d'exportation chinois de l'année, alors que les fournisseurs ont dû se battre pour écouler les 11 000 t de la 1^{er} partie (contre 12 240 t en 2001, et 17 000 t au total).

(Metal Bulletin : 17/06/2002)

3. METAUX SPECIAUX

MERCURE

- Prix soutenus dans un contexte de fragilité de l'offre

Les prix du mercure restent soutenus dans un contexte de fermeté de la demande et d'incertitude sur les approvisionnements, qu'il soient d'origine primaire ou secondaire. Les trois sources principales d'approvisionnement en minerai primaire sont l'Espagne, l'Algérie et le Kirghiztan. Alors que l'offre de ces deux pays reste irrégulière, les mines d'Almaden en Espagne vont cesser leur production en juin pour ne reprendre qu'en octobre après des investissements réalisés pour la préservation de l'environnement. Du côté de la matière première d'origine secondaire, essentiellement issue de l'industrie chimique, elle est dépendante à la fois de l'activité mais aussi des choix technologiques. Or le mercure faisant l'objet, pour des raisons environnementales, de substitution dans ces secteurs, l'offre issue d'un recyclage tend à se réduire. La demande reste ferme de son côté, en provenance de pays comme l'Inde, la Chine mais aussi l'Indonésie. Les prix se négocient en Europe ex-works à 145 \$ la flasque de 34,5 kg alors qu'en Chine les prix cif atteignent 170 \$.

(Metal Bulletin : 17/06/2002)

SILICIUM

- Silicium : en attendant la reprise... au quatrième trimestre

Les prix du silicium sont restés relativement stables en Europe, situés entre 950 et 1 040 \$/t, alors que les pénuries d'énergie en Chine ont limité l'offre et tiré les prix à la hausse avec des prix fob atteignant 850 \$. Malgré la faiblesse de la demande présente, les observateurs anticipent une reprise qui pourrait se réaliser au cours du 4^{ème} trimestre. Celle-ci pourrait s'accompagner d'une hausse des prix de 2 à 3 %. De leur côté les producteurs occidentaux prennent leur disposition : Globe, aux Etats-Unis annonce la remise en route d'un de ses deux fours à Niagara Falls alors que deux autres fours seront arrêtés pour maintenance à Selma (Alabama). De son côté, le français Invensil² annonce le maintien de l'arrêt pour toute l'année 2002 d'un four sur le site français de Montricher (73), soit un déficit de 8 000 t sur une capacité totale de 165 000 t.

(Metal Bulletin : 27/05/2002 et 10-13/06/2002)

² Invensil regroupe les unités de production de silicium de Péchiney électro-métallurgie filiale de Péchiney

TERRES RARES

- Pots catalytiques : les terres rares à la rescousse

Point final à un long travail de recherche, le constructeur automobile Ford annonce le remplacement partiel, dans les pots catalytiques, des minéraux de la mine du platine par des terres rares (jusqu'à 50 %). Les terres rares concernées sont des terres rares légères (cériques), elles permettront d'optimiser l'action des PGE³ mais aussi d'augmenter la durée de vie des pots d'échappement. Cette décision est en grande partie destinée à diminuer l'exposition du groupe automobile à la volatilité des prix des PGE, le palladium russe notamment, qui a vu son cours fluctuer de 350 \$ la livre fin 1998 à un plus haut de 1 000 \$ en janvier avant de revenir sur ses prix planchers de 350 \$. Ford a dû ainsi provisionner, en janvier 1 milliard de dollars dans ses comptes en raison de la dépréciation de ses stocks de PGE. De leur côté, les terres rares, outre des coûts unitaires plus faibles (le cérium se négocie entre 5,5 et 6 \$/kg) présentent, au jour d'aujourd'hui, une meilleure visibilité d'approvisionnement (cf. Ecomine d'avril et mai).

(Industrial Minerals : juin 2002)

TITANE

- Le russe VSMPO baisse ses exportations mais pérennise ses contrats avec Boeing

Le producteur russe VSMPO⁴ prévoit pour l'année 2002 une baisse de production qui ne devrait pas dépasser 500 t pour un total anticipé de 14 000 t. Si les exportations devaient être en baisse à 9 -10 000 t contre 11 000 t en 2001, la société souhaite accroître ses ventes sur son marché domestique. VSMPO annonce d'autre part la reconduction d'un programme d'approvisionnement avec Boeing concernant des produits en titane finis et semi-finis. Le secteur aéronautique représente près de 60 % des ventes de VSMPO (20-25 % pour les réacteurs et 35 % pour les autres parties), le reste étant destiné aux fabricants d'alliage.

(Metal Bulletin : 30/05/2002)

³ Platine Group Elements

⁴ Verkhnyaya Salda Metallurgical Production Assn

URANIUM

- Nucléaire : le projet d'un nouveau réacteur civil en Finlande relance filière et débat

Par 107 voix contre 92, le parlement finlandais a décidé, le 24 mai 2002, de doter le pays d'un 5^{ème} réacteur nucléaire. Seize ans après la catastrophe de Tchernobyl, cette décision relance le débat sur la production d'électricité d'origine nucléaire, sachant qu'au cours des deux dernières décennies, seuls trois pays de l'OCDE avaient lancé de nouveaux programmes : la Corée, le Japon et la France. Alors que l'industrie du nucléaire est déjà largement consolidée avec seulement trois acteurs subsistant dans la zone : le français AREVA (CEA + Cogema + Framatome + Siemens) qui maîtrise la totalité de la filière, l'américain Général Electric et enfin le britannique BNFL (ABB + Westinghouse), les industriels du secteur saisissent l'opportunité de cet appel d'offre pour relancer leur activité. Il est vrai que le contexte semble politiquement plus favorable, deux ans après la décision de l'Allemagne de fermer toutes ses centrales à l'horizon 2020. Les Etats-Unis, victimes des déboires de leur secteur énergétique classique viennent en effet de rallonger la durée de vie de leurs centrales nucléaires en attendant la mise en route probable de nouvelles unités d'ici 2010.

Trois raisons ont motivé le choix d'Helsinki : le coût, la sécurité d'approvisionnement et le respect des engagements de Kyoto en matière d'émissions de gaz à effet de serre⁵. La Finlande a, de plus, clarifié ses choix concernant les déchets, le parlement ayant confirmé le choix du site retenu pour le stockage définitif des combustibles nucléaires usagés, marquant ainsi son avance par rapport à ses partenaires européens.

L'appel d'offre qui sera lancé fin 2002 et attribué fin 2003 portera sur un réacteur à eau classique de 1 000 à 1 500 mégawatts, un chantier évalué à 2 milliards d'euros, pour une construction qui prendra au moins 5 ans, en vue d'une mise en service vers 2009. Le défi pour les industriels du secteur sera de démontrer la rentabilité du projet : une centrale électrique au gaz à cycle combiné revient à environ 500 \$/kW selon l'AIE⁶ alors que les coûts du nucléaire seraient actuellement de 2 000 dollars par kW installés mais pourraient être ramenés à 1 200 – 13 000 \$, voire 1 000 \$/kW d'après le directeur international d'Areva, Paul Felten. L'industriel français AREVA devra tenir compte, en terme de prix, de l'offre de la concurrence russe et devrait en profiter pour promouvoir son projet de réacteur de nouvelle génération, l'EPR (European Pressurized Reactor), en premier lieu auprès des autorités françaises.

(La Tribune : 27/05/2002; Le Monde : 06/06/2002; Les Echos : 27/05/2002)

⁵ Signature du protocole de Kyoto : voir article dans le chapitre Négocier et Recyclage

⁶ Agence Internationale de l'Énergie

- L'U. E. prépare un document sur le management des déchets radio-actifs

La Commission européenne a approuvé une proposition espagnole concernant l'adoption d'un protocole de détection et de suivi des déchets radioactifs. Le protocole est opérationnel en Espagne depuis deux ans, il a été mis en place conjointement par le gouvernement et les professionnels de la récupération. Il ne s'agit en fait que d'une initiative volontaire, les professionnels de la récupération devant investir dans les équipements de détection et assumer le traitement des déchets, en conservant la possibilité de faire supporter le coût de ce traitement par le fournisseur du déchet. Un document détaillé devrait être prochainement transmis par la Commission aux différents gouvernements de l'Union.

(American Metal Market : 27/05/2002; Metal Bulletin : 23/05/2002)

- Le cycle de l'industrie extractive

Un document, intitulé "Environmental remediation of uranium production facilities", a été rédigé conjointement par l'AEN⁷ et l'IAEA⁸ à partir d'un questionnaire envoyé à tous les pays adhérents. Cet état de l'art fait le point à la fois sur les stratégies développées et les techniques mises en œuvres dans les différents contextes réglementaires, mais aussi en fonction des différents types de gites. Il couvre la plupart des pays producteurs du monde occidental: Canada, Etats-Unis, Allemagne, Portugal, France, Tchéquie...

Le document insiste sur la nécessité d'une prise en compte la plus précoce possible du "cycle de vie" de l'activité extractive, étant entendu que la garantie d'une protection effective du public et de l'environnement suppose un management sur le long terme qui peut aller au delà de 10 ou 20 ans après l'arrêt de l'activité. Dans ce contexte, la prise en compte de la dimension socio-économique des impacts est aussi importante que celle des seuls aspects scientifiques et techniques. D'un point de vue hydro-géochimique, l'abaissement des teneurs des eaux de traitement ou d'exhaure en éléments contaminants est souvent réalisée par adsorption, le sulfate de baryum et les chlorures ferriques permettant également de précipiter le radium et l'arsenic respectivement. L'évaluation de ces coûts environnementaux, quand elle est possible, permet de mieux mettre en perspective l'impact de la filière. Sur le site de l'unité de traitement de Grand Junction au Colorado la remise en état du site ramenée à la production minière est estimée à 38 \$US/£ U₃O₈. Ce coût doit être rapproché du prix sur le marché spot à fin mai qui n'était que de 9,75 \$US/£.

(Mining Journal : 24/05/2002)

⁷ Agence de l'Energie Nucléaire rattachée à l'O.C.D.E.

⁸ International Atomic Energy Agency basée à Vienne

- CAMECO, premier producteur mondial, se renforce aux U.S.A.

Le Canadien Cameco Corp a racheté à BHP Billiton l'exploitation d'uranium de Smith Ranch, dans le Wyoming. Smith Ranch est une exploitation par lixiviation de grés in situ ; elle a produit en 2001 930 000 livres de U₃O₈ et dispose de réserves estimées à 26,9 M de livres U₃O₈. La transaction inclut également la prise en charge des frais de réhabilitation évalués à 11 millions de dollars et comprend aussi les stocks de minerai évalués à 6 M de dollars. Cameco devrait bénéficier d'économies d'échelle car il exploite un site contigu à la propriété acquise, celui de Highland.

(Mining Journal : 21/06/2002)

4. DIAMANT et METAUX PRECIEUX

DIAMANT

- Botswana : le producteur Debswana espère produire 27 millions cts en 2002

Debswana, qui exploite au Botswana les sites diamantifères de Jwaneng, Orapa, Letlakhane et Daamtscha, produira cette année entre 25 millions de carats (production 2001) et 27 M de carats. La compagnie doit principalement ce niveau de production et sa marge de progression aux résultats sur Jwaneng. En 2001, la production sur ce site a atteint 12,3 M de carats (en hausse de 3,4 % par rapport à 2000), tout en sortant moins de volume (8,9 Mt) et en tournant à 90 % de sa capacité. Cette année, des améliorations au niveau du transport et du concassage du minerai devraient permettre à Debswana d'ajouter 1 à 2 M de carats.

(Africa Mining Intelligence : 22/05/2002)

- Namibie : le site d'exploitation alluviale de Daberas officiellement inauguré

Namdeb Diamond (joint-venture à 50 % - 50 % entre l'Etat namibien et le sud-africain De Beers) est l'exploitant du site alluvial de Daberas, situé en Namibie, qui vient d'être officiellement inauguré par le gouvernement local. En fait, le cadre financier et juridique actuel vient en relais du précédent, où De Beers a exploité seul le site d'Auchas jusqu'à fin 2000. Daberas, qui a plus de neuf ans de réserves (production non précisée), dispose d'une nouvelle unité de traitement de 600 t/h et emploie 300 personnes.

(Mining Journal : 14/06/2002)

ARGENT

- Regain d'optimisme pour l'argent

Le dernier rapport annuel du Silver Institute, basé à Washington (Etats-Unis), laisse apparaître un peu d'optimisme pour l'avenir du métal. En 2001, la consommation a été de 27 380 t (-4,9 %), réparties à raison de 10 527 t pour l'industrie (- 10,2 %), 10 313 t pour la bijouterie – argenterie – numismatique et 6 537 t pour la photographie, alors que la production est restée équivalente à 18 350 t. L'optimisme semble venir de la bonne tenue actuelle du cours, vers 4,5 \$/once en début d'année (il est passé à 5 \$/once fin mai), de l'effet d'aspiration du marché de l'or (des fonds d'investissements se sont récemment intéressés à l'argent), de l'émergence du marché chinois (donc moins de pression en perspective sur l'offre hors de Chine), enfin à la ferme croyance dans la reprise de l'économie mondiale.

(La Tribune : 22/03/2002)

OR

- Effervescence chez les mineurs d'or

Le marasme économique persistant, la chute des marchés d'actions et les scandales afférents, la crainte d'autres mauvaises surprises (Japon, Etats-Unis) et les conflits internationaux latents, ont détourné nombre d'investisseurs des actions vers l'or valeur refuge : l'or évolue actuellement autour de la barre des 320 \$/once et l'affaiblissement du dollar lui confère un potentiel de hausse. Cela justifie l'effervescence qui s'est emparée des mineurs d'or. En dix-huit mois, les mines d'or se sont valorisées de 173 % à Johannesburg (67 % en US\$, pour lisser la dévaluation du rand) et de 167 % à Toronto. Les plus récents signes sont le lancement par l'américain Placer Dome d'une OPA sur l'australien Aurion Gold (à noter la faiblesse du dollar local), tandis qu'en Amérique du nord, Kinross Gold, TVX Gold et Echo Bay Mines vont fusionner (cf. article des dossiers et faits d'actualité).

La consolidation est partout présente. Le mineur sud-africain Gold Fields a finalement cédé pour l'équivalent de 12 M\$, fin mai, la mine de Saint Helena à Free Gold, qui est une JV à 50 % - 50 % entre ARM Gold et Harmony Gold. La vie de St Helena, qui produit 120 000 onces/an à un coût opératoire de 234 \$/once, est prolongée de quatre ans grâce à l'optimisation de ses réserves. Au Pérou, Barrick Gold prend une part de 65 % dans le projet de Tres Cruces, qui est situé à 15 km seulement de sa mine d'Alto Chicama. Il paiera 1,75 M\$ à Oroperu Resources sous forme d'exploration sur quarante mois, plus une somme forfaitaire annuelle (200 000 \$). Tres Cruces a des ressources estimées à 1,6 M d'onces. Et au Kazakhstan, Celtic Resources devrait acheter les 50 % du capital de la mine de Suzdal qui lui manquent. Exploité à ciel ouvert au rythme de 43 000 onces/an l'an dernier, le gisement a des ressources mesurées et indiquées d'1,8 M d'onces.

(La Tribune : 24-28-29/05/2002 et 11-20/06/2002 ; Les Echos : 22/05/02 ; Metal Bulletin : 06/06/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002 et 14/06/2002 ; Platt's Metals Week : 27/05/2002)

- Résultats de productions d'or dans le monde

En Australie, le cabinet d'études Surbiton Associates a calculé que la production d'or du 1^{er} trimestre 2002, avec 65,7 t, est la plus basse enregistrée depuis 1995. Le chiffre trimestriel est notamment plus faible de 4,5 % que celui du trimestre précédent et plus faible de 9 % que celui du 1^{er} trimestre 2001. La raison en serait l'épuisement et la fermeture de mines, dont le déficit n'est pas comblé par de nouvelles mises en production.

En Chine, la production a atteint 181,8 t en 2001, soit une hausse de 3,9 % par rapport à 2000. La compagnie d'état China National Gold, n° 1 local, prévoit un léger glissement de la production cette année, à 180 t. A noter que la réserve d'or de la Banque centrale chinoise atteint 500 t.

Au Brésil, Companhia Vale do Rio Doce (plus connu comme producteur n° 1 mondial de fer) a annoncé une chute prévisible de sa production d'or 2002, à 300 000 onces (515 000 onces en 2001). La différence vient de la fermeture en fin 2001 de la mine d'Igarape (état de Bahia), épuisée, tandis que la production reste assurée par les mines de Fazenda Brasileiro (Bahia) et d'Itabira (Minas Gerais). CVRD compte rattraper ce déficit par la montée en puissance de ses gisements de cuivre (sous-producteurs d'or) de la région de Carajas. Si les quatre gisements (Sossego, Salobo, Cristalino, Alemão) arrivent en production à partir de 2007, comme espéré, ils pourraient produire 650 000 onces/an.

(Engineering & Mining Journal : mai 2002; Mining Journal : 31/05/2002)

- La Russie veut développer le gisement d'or de rang mondial de Sukhoi Log

Le ministère des ressources naturelles russe veut promouvoir le développement du gisement d'or - platine géant de Sukhoi Log, situé en Sibérie et réputé être le plus gros gisement d'or non exploité d'Eurasie. Le gisement, localisé dans la région d'Irkoutsk, a des ressources estimées entre 1 000 et 1 200 Mt à 2,7 g/t d'or (environ 3 000 t), plus 1,45 à 2,42 g/t de platine (environ 2 000 t).

(Engineering & Mining Journal : mai 2002)

PALLADIUM – PLATINE

- Norilsk a moins exporté en 2001 et va vendre directement ses PGM

Le producteur russe de PGM Norilsk Nickel a vendu pour 1,2 milliards de \$ de palladium en 2001, soit - 36,6 % en volume et - 29,8 % en valeur par rapport à 2000. Ce recul serait principalement expliqué par le retrait du producteur des ventes du marché spot au 2^e semestre. Pour le platine, le chiffre des ventes est de 509 M\$, en hausse de 39,4 % en volume et de 36,7 % en valeur.

Norilsk a obtenu du gouvernement russe l'autorisation de vendre directement à l'export ses PGM, sans passer par AlmazJuvelielexport représentant le monopole d'état. Toutefois, le secret des chiffres de production sera gardé.

(Financial Times : 19/06/2002 ; Metal Bulletin : 27/05/02)

- Palladium en baisse et platine en hausse

L'effet boomerang après l'explosion du cours du palladium en début 2001 (maximum à 1 094 \$/once) perdure : le cours était à 350 \$/once le 27 mai. Depuis l'envolée, les industriels ont rapidement trouvé des solutions alternatives, ou ont privilégié le platine, alors beaucoup moins cher et dont l'export régulier d'Afrique du sud s'oppose à l'export irrégulier russe. Du coup, la demande estimée de palladium en 2002 est passée à 6,73 M d'onces (- 25 %), face à une offre de 7,32 M d'onces (- 6 %). A l'opposé, le platine vient d'atteindre un plus haut sur un an au London Bullion Market, à 565 \$/troy ounce, notamment aidé par un report des investisseurs japonais, effrayés par la chute de la bourse de Tokyo.

(Financial Times : 20/06/2002 ; L'Usine Nouvelle : 30/05/2002)

5. MINERAUX INDUSTRIELS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION

- Taxe sur les granulats au Royaume Uni : le recours des professionnels invalidé

L'association britannique des producteurs de granulat (BAA) a été déboutée dans son pourvoi en annulation concernant la taxe sur les granulats mise en place par le gouvernement Blair.

Celle-ci s'élève à 1,6 £/t (2,47 €) pour un prix moyen du granulat départ carrière de 5 £ (7,73 €) au Royaume Uni. Son entrée en vigueur est effective depuis le mois d'avril. Elle a été initiée pour financer la réduction des impacts sur l'environnement liés à l'activité extractive. Une partie du produit de cette taxe va également alimenter le fond pour le développement durable qui va notamment promouvoir l'utilisation de granulats issus du recyclage. La taxe s'applique sur les granulats à l'exclusion des autres substances de carrière : ardoise, kaolin, argile, gypse, etc... elle ne sera pas prélevée sur les produits destinés à l'exportation pour ne pas pénaliser la compétitivité de l'industrie britannique. Parmi les arguments développés contre cette taxe figurent : une distorsion de concurrence avec les autres activités extractives, qui pourront écouler leurs sous-produits, mais surtout le risque d'une disparition des carrières de petite dimension, les moins à même à supporter ce surcoût, avec comme corollaire le développement de carrières plus importantes et l'augmentation du trafic des camions.

(Industrial Minerals : juin 2002)

- Les Mines de Potasse d'Alsace traitent leurs terrils

Les Mines De Potasse d'Alsace (MDPA), rattachées au holding public EMC⁹ devraient cesser leur activité en 2003, ce qui n'empêche pas l'entreprise de poursuivre ses travaux de réhabilitation. L'objectif est de traiter les 5 M de tonnes de sel qui se sont accumulées après cent ans d'extraction de potasse par l'entreprise et qui menacent de polluer la nappe phréatique par infiltration des chlorures à la suite des pluies. Quinze terrils installés sur des sols non étanches sont concernés. La dépollution est notamment mise en œuvre par le confinement des sites grâce une membrane étanche, à l'instar des CET. Les travaux doivent se poursuivre jusqu'en 2010 pour un investissement total estimé à 60 M d'euros. Le financement est assuré pour près de la moitié par EMC, le solde par les collectivités territoriales, des fonds européens et l'agence de bassin Rhin-Meuse.

(La Tribune : 27/05/2002)

- Lafarge investit en Chine, objectif prioritaire parmi les pays émergents

Le groupe français LAFARGE, n° 1 mondial du ciment depuis le rachat du britannique Blue Circle, poursuit prioritairement son développement dans les pays émergents. En Chine, il vient ainsi d'annoncer des investissements supérieurs à 400 M de dollars. Ceux-ci vont permettre de multiplier par quatre sa capacité de production de ciment pour la porter à 2,6 M de tonnes. Une nouvelle cimenterie d'une capacité annuelle de 1,4 M de tonnes va démarrer dans la province du Sichuan (S.O. du pays). Cette cimenterie est détenue à 75 % dans le cadre du joint venture associant la société chinoise Chendu DJY building Materials Co. Lafarge a, d'autre part, racheté 70 % du capital d'une cimenterie située dans la même province, pour une contribution de 30 millions de dollars US. Cette cimenterie dispose actuellement d'une capacité de production de 600 000 t qui devrait être doublée dans les deux ans qui viennent. Le marché local chinois (Sichuan) est considéré par la société comme un marché prometteur avec une consommation annuelle par habitant estimée à 270 kg¹⁰ dont le taux de progression annuel sur les 12 années écoulées a été de 12 %.

(Communiqué Lafarge ; La Tribune : 06/06/2002 ; Le Figaro : 06/06/2002 ; Les Echos : 05/06/2002)

- Augmentation des capacités de production de ciment en Mauritanie et en Tunisie

Deux projets d'augmentation de capacité cimentière viennent d'être annoncés en Mauritanie et en Tunisie. En Mauritanie la société Ciment de Mauritanie annonce doubler sa capacité de broyage de clinker pour la porter à 60 t/jour. En Tunisie, après sa privatisation, la société Ciments Artificiels Tunisiens (CAT) a obtenu un prêt de la BEI¹¹ pour un montant de 20 M d'€. Cet investissement permettra de porter la capacité de la cimenterie à 800 000 t/an.

(La lettre Afrique Expansion : 10/06/2002)

⁹ Entreprise Minière et Chimique

¹⁰ par comparaison, cette consommation était en 1996 de 580 kg/h en Italie et de 656 kg au Japon

¹¹ Banque Européenne d'Investissement

6. EAUX MINÉRALES

- Un point sur les eaux embouteillées

La période estivale a été choisie par le mensuel 60 M de consommateurs pour faire le point sur les eaux en bouteilles, en particulier sur ce que recouvrent les différentes dénominations. Les français ont vu leur consommation passer de 98 l/an en 1991 à près de 130 l en 2001. Qu'elles soient "minérales naturelles" ou "de source" elles présentent en commun une origine souterraine, par contre, alors que les eaux minérales ont des caractéristiques stables dans le temps, celles des eaux de source peuvent varier en fonction des saisons et du débit. Si les eaux de source respectent les mêmes critères de potabilité que l'eau du robinet, ce n'est pas le cas des eaux minérales, dont la teneur élevée en minéraux peut avoir des effets sur la santé : des eaux riches en magnésium sont ainsi déconseillées en cas d'insuffisances rénales. Dans ce domaine, un texte européen est en préparation, il devrait fixer les concentrations maximales pour plusieurs éléments notamment : l'arsenic, le bore, le fluor, le manganèse et le sélénium.

(60 Millions de Consommateurs n° 362 : juin 2002)

- Danone conclut un accord d'association avec Coca-Cola

Après avoir délégué à Coca Cola la commercialisation d'Evian aux Etats-Unis (cf. Ecomine du mois de mai), Danone poursuit son désengagement du secteur des eaux minérales dans ce pays. Cette fois, sont concernées, toutes les eaux minérales en bouteille, à l'exception notable de l'eau en bonbonne (Home and Delivery), secteur en forte progression qui représente le tiers de ses activités et où Danone estime pouvoir poursuivre seul l'aventure américaine. Face à la guerre des prix et des parts de marché à laquelle se livrent les géants Nestlé, Coca Cola et Pepsico, le groupe français a donc réagi. Une joint venture détenue à 51 % par Coca Cola intégrera tous les actifs de Danone concernés : six usines, dont une au Canada, et les marques Dannon waters et Sparkletts. Pour cet apport, Danone recevra 128 millions de dollars mais devra inscrire dans ses comptes une charge exceptionnelle de 250 à 300 millions de dollars pour dépréciation d'actif.

(La Tribune : 18/06/2002 ; Le Monde : 19/06/2002 ; Les Echos : 18/06/2002; Veille Internationale : mai 2002)

- En Afrique du Sud, Nestlé et Coca-cola dominent un marché encore éclaté

Le marché des eaux minérales en Afrique du Sud suit la tendance mondiale avec une progression annuelle attendue de 20 % par an pendant les cinq ans à venir. Il est vrai qu'avec une consommation moyenne annuelle de 1,5 l par habitant, le pays est encore loin des moyennes enregistrées dans les pays occidentaux (184 l/h en Italie, 100 l/h en Allemagne). Malgré l'éclatement du secteur puisque l'on rencontre près de 80 embouteilleurs, les géants mondiaux Coca Cola et Nestlé dominent largement le marché avec les marques Bon-Aqua et Valpré (Coca Cola) et Valvita (Nestlé)

(La Lettre Afrique Expansion : 10/06/2002)

- Accord croisé entre les Eaux de St Amand et le belge Spadel

Deux sociétés d'eaux minérales de taille moyenne annoncent des accords de commercialisation. La société des Eaux de St Amand (59) vient ainsi de conclure un accord avec le belge Spadel, leader du marché des eaux minérales au Bénélux avec un C.A. de 241,5 M d'euros. Ce dernier distribuera l'eau minérale naturelle Saint Amand en grande distribution en Belgique, tandis que le groupe français commercialisera l'eau pétillante Bru auprès des grandes et moyennes surfaces françaises. La société nordiste a réalisé un CA de 90 M d'euros en 2001, elle emploie 330 personnes.

(Les Echos : 14/02/2002)

7. NEGOCE ET RECYCLAGE

- Déchets d'emballages ménagers : bilan flatteur pour DSD en Allemagne

Le volume des déchets d'emballages ménagers collectés en Allemagne via le DSD (Dual System Deutschland) s'est élevé en 2001 à 6,3 millions de tonnes, soit une baisse de 2,1 % par rapport à 2000. Cette baisse est due, selon le DSD, à une substitution du verre par le P.E.T. Le volume recyclé s'est élevé à 5,3 millions de tonnes dont 2,5 millions pour le verre, 1,5 millions pour le papier carton, environ 600 000 t de plastiques, 367 000 t de composites, 314 000 t d'acier et 42 000 t d'aluminium. Les taux de recyclage par rapport aux emballages relevant du DSD (l'équivalent du gisement contribuant français) s'établissent à 105 % pour l'aluminium, 87 % pour le plastique, 65 % pour les composites, 166 % pour les papiers-cartons, 114 % pour l'acier et 93 % pour le verre.

(Recyclage Récupération Magazine : 14/06/2002)

- l'Espagne augmente sa collecte de verre

Ecovidrio, l'équivalent espagnol d'Adelphe ou Eco-emballage, mais spécifiquement dédié au verre, a recyclé 506 400 t de verre en 2001¹², ce qui marque une progression de 12 % par rapport à 2001. Le taux de verre recyclé par habitant est de 8,6 kg en 2001, à comparer au taux de collecte allemand qui s'élève à 30 kg. Selon Ecovidrio, le recyclage du verre ménager d'emballage a permis aux collectivités d'économiser 24 millions d'euros sur la gestion de leurs déchets, pour une économie de matière première de 600 000 t et, en matière d'énergie, de 65 300 t.e.p. (tonnes équivalent pétrole).

(Recyclage Récupération Magazine : 14/06/2002)

¹² dont 346 000 tonnes d'emballage ménager

- Approvisionnement énergétique mondial et développement durable : enjeux vitaux

Dans un document baptisé “Solutions pour un développement durable dans le secteur énergétique”, l’Agence Internationale de l’Energie (AIE)¹³ estime que les modes actuels de production et de consommation d’énergie menacent gravement l’environnement. L’Agence anticipe une progression de la demande énergétique de près de 57 % sur la période 1997-2020, avec une part prédominante en provenance des énergies fossiles. Fort de ce constat, l’agence émet 25 recommandations destinées à éclairer les débats lors du sommet de Johannesburg. Parmi celles-ci figurent la libéralisation des marchés, l’encouragement de “l’efficacité énergétique” et la levée des obstacles réglementaires... L’Agence insiste également sur la sécurité des approvisionnements dans la mesure où les principales sources d’énergies fossiles sont localisées, à près de 50 % au Moyen Orient pour le pétrole et en Iran et Russie pour le gaz. Si le développement des énergies renouvelables constitue une solution préconisée, il semble que dans ce domaine l’UE se soit fixé des objectifs très ambitieux puisqu’elles devraient représenter 22 % des énergies utilisées en 2010, soit un doublement par rapport à 1997.

(La Tribune : 29/05/2002)

- Eco-efficacité : du concept à la réalité, un constat alarmiste des instances européennes

Dans son rapport sur les “signaux environnementaux”, l’agence européenne de l’environnement dresse un constat alarmant sur la situation de l’environnement dans l’Union. Elle note ainsi un accroissement de la production de déchets passés de 479 kg/h en 1990 à 545 kg/h en 1999. Dans le domaine des transports, la croissance du fret a été nettement supérieure à celle du PIB avec en outre une domination accrue de la route sur le rail. Pour l’agriculture, près de 52 millions d’hectares soit 16 % des zones cultivées seraient dégradées (contamination, dégradation, érosion, salinisation, appauvrissement en matière organique...). La notion d’éco-efficacité, définie comme la meilleure relation possible entre l’activité économique et ses effets sur l’environnement, n’en est donc qu’à ses balbutiements.

(Les Echos : 27/05/2002)

¹³ organisme international rassemblant 26 pays de l’O.C.D.E. (Organisation pour la Coopération économique et le développement)

- Protocole de Kyoto : l'Europe a signé, incertitudes pour le Japon et la Russie

Deux mois avant la tenue du sommet de la Terre à Johannesburg, l'Europe vient de donner un signal fort en ratifiant vendredi à l'ONU le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre pour lutter contre le réchauffement climatique. Depuis la défection des États-Unis, tout le problème pour les défenseurs de ce protocole est que, pour pouvoir entrer en vigueur, le document doit être signé par au moins 55 états, ce qui est déjà le cas avec 70 signatures à ce jour, mais aussi par des pays responsables d'au moins 55 % du gaz carbonique émis en 1990 par 39 pays industriels. Alors que l'UE ne représente que 24,2 % des émissions de référence, elle doit impérativement convaincre la Russie (17,4 %) et le Japon (8,5 %) pour voir se rapprocher la barre fatidique. Si le protocole est définitivement adopté en 2003, les parties se donneront rendez-vous en 2005 pour une première vérification des progrès de chacun dans l'exécution de leurs engagements. L'U.E. vise une réduction de 8 % de ses émissions, à partir d'une référence de 1 157,4 millions de tonne équivalent carbone par an. Mme Wallström, la commissaire européenne à l'environnement a, de plus, annoncé la mise en place dès 2005, à l'échelle européenne, d'un plan de négociation de droits d'émissions.

(Les Echos : 03/06/2002 ; Communiqué Europa : 03/06/2002)

QUESTIONS MULTILATERALES

ACIER

- Assouplissement des mesures de sauvegarde américaines

Les Etats-Unis ont dispensé un certain nombre de produits sidérurgiques des mesures de sauvegarde prises en mars pour protéger l'industrie de l'acier (cf. les 3 numéros d'Ecomine précédents). Ces mesures prévoient, rappelons-le, des tarifs douaniers allant jusqu'à 30 % et dégressifs sur 3 ans.

Ces exemptions, de 61 produits d'abord puis augmentées de 46 supplémentaires, ont été déterminées selon notamment la disponibilité de ces produits sur le marché américain. Par ailleurs elles ne sont pas sans relations avec les réactions internationales : l'Europe, par exemple, s'était finalement unie contre les pratiques américaines en adoptant à l'unanimité un plan de riposte menaçant.

Aux Etats-Unis, les producteurs ne semblent pas s'alarmer de ces exemptions, qui ne recouvriraient que quelques pour cents de leurs importations totales. Les restrictions ont déjà eu pour effet de stimuler la demande et de provoquer une hausse conséquente des prix de l'acier primaire et des scraps. Les producteurs locaux devraient d'ailleurs en profiter pour augmenter leur production...

(Le Figaro : 19/06/2002 ; Le Monde : 05/06/2002 ; Les Echos : 19/06/2002 ; Metal Bulletin : 13/06/2002)

- Réactions internationales

Le Japon, qui avait menacé de réagir immédiatement en imposant 100 % de droits de douane sur certains aciers importés des Etats-Unis, a salué cet assouplissement des mesures anti-dumping américaines. Il lui reste à négocier avec la Chine qui a instauré des taxes de 7 à 26 % pour 9 séries de produits d'acier, ainsi que des quotas qui devront être, en cumulé, inférieurs à 5,3 Mt. Le Japon n'est pas a priori inclus dans les exceptions prévues : celles-ci concernent des pays liés par des accords particuliers (Biélorussie, Ukraine, Kazakhstan par exemple) ou pour des produits particulièrement importants pour le marché national. La Chine affirme être en accord avec les réglementations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) : les importations ont augmenté et la part de marché des producteurs locaux a considérablement chuté.

La Commission européenne, plus réservée, a réagi en modifiant la liste des produits américains qui pourraient être visés par des contre-mesures dans le cadre du litige. Elle a par ailleurs décidé de reporter de quelques temps les mesures de rétorsion envisagées.

(American Metal Market : 27/05/2002 ; Le Figaro : 11-19/06/2002 ; Le Monde : 05/06/2002 ; Les Echos : 17-19/06/02 ; Metal Bulletin : 10-13/06/2002)

- Suites de la « vague protectionniste »

Alors que l'OMC a formellement accepté la composition d'un groupe d'experts chargés d'examiner simultanément les plaintes de l'Union européenne, du Japon et de la Corée du Sud contre les mesures américaines, celles-ci continuent de provoquer des comportements protectionnistes en cascade.

Après l'Europe, le Japon, la Corée,... le gouvernement polonais s'apprête à prendre des mesures protectionnistes sur les importations d'acier pour faciliter la restructuration de sa sidérurgie en crise. De même, en Colombie, le gouvernement a annoncé récemment une augmentation des taxes à l'importation de 5 - 15 % à 15 - 25 % ; ces mesures s'accompagnent de quotas d'importation pour certains produits d'acier.

En Russie enfin, les 4 plus gros producteurs d'acier ont écrit au Premier ministre pour réclamer l'introduction de taxes, invoquant le fait que la Russie était pratiquement le seul gros pays producteur encore ouvert aux importations...

(Financial Time : 20/06/2002 ; La Tribune : 27/05/2002 ; Metal Bulletin : 06-10-13/06/2002)

- Les groupes chinois remportent un procès aux Etats-Unis

Pour la première fois, des entreprises chinoises ont gagné un procès aux Etats-Unis dans une affaire de mesures antidumping illégitimes. Un certain nombre de sidérurgistes chinois, emmenés par Maanshan Iron and Steel, et défendus par des avocats américains, ont en effet obtenu gain de cause dans une bataille juridique contre les autorités commerciales des Etats-Unis.

Des taxes antidumping avaient été imposées à leurs produits, sur la base d'une comparaison des prix de vente sur le marché américain et des coûts de production, non pas en Chine qui n'est pas considérée comme une économie de marché, mais en Inde, où les coûts se sont révélés être supérieurs.

Cette affaire risque de créer un précédent et de persuader les entreprises chinoises de persévérer dans la reconnaissance de leurs droits, maintenant qu'un résultat positif devient possible.

(Financial Times : 30/05/2002)

METAUX DE BASE

- Chine : embargo sur les scraps de non-ferreux

La Chine tente de réduire ses importations de scraps, en imposant des restrictions et une législation plus stricte. Le commerce et le traitement de ces scraps sont en effet sujet à de graves négligences du point de vue environnemental ainsi qu'à de nombreuses fraudes. La pollution des zones de transformation, la contamination des chargements par des substances indésirables et la contrebande préoccupent notamment le gouvernement.

Pour certaines substances comme le cuivre, la Chine a pourtant un besoin en scraps impérieux : entre 1990 et 2001, les importations sont passées de 21 000 t à 2,5 Mt, la consommation de cuivre raffiné étant de 2,2 Mt en 2001, et la production nationale totale de cuivre de 600 000 t.

Pour le moment, l'embargo ne concerne que les ports de Shanghai et Tianjin. Les importations visées sont les déchets qui requièrent une grande part de travail manuel pour extraire les substances recyclables : déchets de faible teneur, déchets automobiles et électroniques. Les retombées de telles mesures pourraient avoir un impact conséquent sur les marchés européens et américains.

(Metal Bulletin : 30/05/2002 et 03-06/06/2002)

METAUX SPECIAUX

- Union européenne : arrêt des mesures antidumping contre le magnésium chinois

La Commission européenne a fait savoir qu'elle remettrait en cause les taxes antidumping qu'elle impose aux importations en provenance de Chine. En effet, la fermeture de la dernière usine européenne productrice, l'usine de Marignac (Pechiney) paraît désormais inéluctable, le recours en justice des syndicats ayant échoué.

L'annulation des taxes prendrait effet 3 mois après la réception par la Commission de la notification officielle de fermeture de l'usine.

Les difficultés d'exportation vers l'Europe auraient mis à mal de nombreux producteurs chinois, comme semblent l'attester les statistiques de production de février 2002, montrant un repli de 13,8 % par rapport au mois de janvier, avec un total de 12 494 t. Ces incertitudes, jointes à un afflux de la demande sur le matériel chinois, maintiennent les prix fermes, ceux-ci se négociaient entre 1 360 et 1 380 dollars prix cif en Europe avant taxes.

(Metal Bulletin : 30/05/2002 et 06/06/2002)

- Taxes anti-dumpings américaines sur le silicium : les auditions se poursuivent.

Avant de prendre sa décision sur le renouvellement des taxes anti-dumpings sur les produits sud-américains, mais aussi russes, kazakhs et chinois, la commission fédérale américaine poursuit les auditions. Dans le pire des cas, les taxes pourraient s'élever respectivement à 137,73 % sur les produits chinois, 104,18 % sur les produits ukrainiens, kazakhs, et russes, 43,1 % pour le Venezuela et s'échelonnent entre 0 et 35,95 % pour les producteurs brésiliens. Le couperet devrait tomber en septembre.

(Platt's Metals Week : 10/06/2002)

LES ETATS

AFRIQUE DU SUD

- Relance de l'exploration du platine

Suite à l'appel d'offre sur 13 propriétés à vocations platinifères de l'Est du Bushveld, restituées par Anglo Platinum, plus de 200 dossiers ont été reçus par le gouvernement qui en a déjà présélectionné 50. Les finalistes seront connus dans quelques semaines, Placer Dome, Southern Era et Aquarius Platinum seraient sur les rangs.

(Africa Mining Intelligence : 18/06/2002)

- Danger potentiel de baisse de l'attractivité minière avec le nouveau code minier

Les lois minières en cours de réaménagement ont suscité l'inquiétude des principaux groupes miniers tels De Beers, Anglo American, Gold Fields, car pouvant, selon eux, générer des doutes quant à la sécurisation de leurs droits miniers, provoquer une « surexploitation » préjudiciable aux cours du marché et fragiliser leur cotation boursière. Tous prédisent un frein aux investissements tant que les projets de lois en cours ne seront pas clarifiés.

Le Ministre des mines et de l'énergie entend favoriser la politique du « use it or lose it ». Les actifs restés trop longtemps aux mains des grands groupes étrangers et non utilisés seront restitués à l'Etat et concédé en licences minières de 30 ans de validité.

(Financial Times : 11/06/2002)

BIRMANIE

- Ivanohe Mines, seule compagnie occidentale en opération en Birmanie est en difficulté

Myanmar Ivanohe Copper Co (MICCL), joint-venture 50/50 de la Canadienne Ivanohe Mines avec la compagnie d'état Myanmar Mining Enterprise N° 1, qui exploite la mine de Cuivre S&K en Birmanie, rencontre des difficultés financières pour rembourser ses emprunts auprès de la holding japonaise Marubeni. Elle se lance donc à la recherche d'investisseurs pour un projet de construction (390 M\$) d'une usine SX/EW de 125 000 t/an de capacité et d'un coût de 390 millions de dollars à Letpadaung. Mais compte tenu de l'embargo contre le régime, seules des sociétés asiatiques se seraient montrées intéressées, parmi lesquelles le japonais Mitsui, des compagnies chinoises et coréennes. La mine a produit 6 486 t de cathodes de cuivre au premier trimestre 2002 contre 7 072 t en 2001 mais conserve son objectif de 30 000 t/an.

(Metal Bulletin : 10/06/2002)

BRESIL

- Relance de l'exploration minière et autosuffisance en cuivre

Selon le Ministère des mines, les budgets d'exploration ont été triplés de 2000 à 2001 et un accroissement de 40 % est attendu pour 2002. Cette reprise s'est effectuée principalement sur des objectifs cuivre et diamant avec des procédés impliquant principalement la géophysique aéroportée et les compilations cartographiques de type SIG. CVRD, qui a racheté les intérêts de Phelps Dodge dans Sossego et d'Anglo American dans Salobo, possède désormais cinq mines qui seront mises en production à partir de 2004. Elles lui permettront de produire 690 000 t/an à partir de 2007 pour un investissement de 2,6 Milliards de dollars. (auto suffisance nationale dès 2005 et exportations de l'ordre de 1,2 Milliards de \$/an ensuite). De plus, de récentes publications par le service géologique Brésilien relance l'intérêt sur la zone amazonienne dites « réserve nationale de cuivre » (RENCA).

De Beers, Rio Tinto et Docegeo sont intéressés par les résultats des investigations pour diamant menées dans les états de Minas Gerais et Bahia, divulgués récemment à l'issue de campagnes d'exploration ayant atteint le chiffre record de 40 M\$.

(Mining Journal : 31/05/2002)

CHINE

- La manière forte pour essayer d'endiguer l'hécatombe dans les accidents miniers

Selon l'agence de presse Xinhua le nombre de morts causés par les accidents miniers serait déjà de 3 393 pour 2002 ce qui pourrait conduire à dépasser le triste record de 2001 (5 670). Ces accidents sont pour l'essentiel dus à des équipements trop anciens, des règles de sécurité insuffisantes et des prises de risque inconsidérées aussi bien au niveau des dirigeants d'exploitation que des pratiques des artisans. Des responsables d'un accident ayant fait 80 victimes dans une mine d'étain et d'antimoine ont dû rendre compte : quinze officiels ont été arrêtés et un responsable du Parti condamné à la peine capitale. Le gouvernement chinois entend ainsi monter sa détermination à réduire le nombre des accidents évitables

(Reuters : 23/06/2002)

- Fin des avantages fiscaux pour les sociétés étrangères dans les zones spéciales

Pékin souhaite mettre fin aux privilèges des sociétés étrangères dans les zones économiques spéciales créées dans les années 80 pour attirer la technologie. Conséquence indirecte de l'entrée de la Chine dans l'OMC, cette mesure entraînera une hausse substantielle des impôts sur les bénéficiaires pour les grands groupes internationaux (15 % actuellement contre 33 % pour les entreprises chinoises). Un taux de 25 % unique pour tous devrait compenser les pertes dues à la baisse des droits de douane imposée par l'OMC et permettre le financement du système de sécurité sociale. Toutefois certaines entreprises de haute technologie dont la Chine a encore un impérieux besoin pourraient être exonérées encore quelques années. Le gouvernement, face aux manifestations croissantes d'ouvriers, entend doubler les allocations sociales en 2002, et cette nouvelle ressource y contribuera.

(La tribune : 06/06/02)

EQUATEUR

- Privatisation du secteur minier

Gagné par les exemples de ses voisins péruviens et boliviens, le gouvernement équatorien entend privatiser les concessions minières de l'état à partir de la mi-juillet.

(Mining journal : 24/05/2002)

COREE DU NORD

- Recherche d'investisseurs pour les mines de plomb-zinc de Komdok

Le complexe minier de Komdok recèlerait 400 Mt de réserves de minerai, dont les teneurs ne sont pas révélées, localisées dans sept mines toutes souterraines. Les installations entièrement réalisées par les Coréens sont vétustes (le centre serait opérationnel depuis 1946) et ont souffert de plusieurs inondations dans les années 1990. Les capacités actuelles seraient de 50 000 t/an contre 300 000 originellement, d'un concentré à 80 % zinc et 20 % plomb. Les dirigeants recherchent un investissement de l'ordre de 200 millions de dollars pour améliorer la productivité de deux usines de concentration.

(Metal Bulletin : 06/06/2002)

GHANA

- L'union européenne a approuvé un programme d'aide au secteur minier de 40 M €

Le programme envisagé (SYSMIN) couvre plusieurs projets : exploration, cartographie géologique, étude d'impact, adaptation de la législation pour l'intégration de lois environnementales, etc...

Les consultants traditionnels seront appelés à soumissionner : IMC, Exploration Consultants, Crowe, Schaffalitzky & Associate, SRK, Tec Ingénierie, Resources Exploration Group... Le groupe SOFRECO qui a produit le dossier de demande de subvention ne pourra participer.

(Africa Mining Intelligence : 18/06/2002)

INDONESIE

- L'interdiction des exportations de concentré d'étain pour début juin

La décision d'interdiction controversée et sans cesse repoussée depuis le début de l'année pourrait finalement prendre effet début juin et au plus tard le 15 juin selon le Ministre du commerce et de l'industrie. Cette décision est impatiemment attendue par le géant PT Timah pour redresser sa production qui a dramatiquement chuté face aux exportations massives de plus de 6 000 exploitations artisanales illégales ayant envahi ses propres permis.

(Mining Journal & Reuters : 17/05/2002 ; Metal Bulletin : 23-30/05/2002)

MALI

- L'impact économique de la production d'or africaine pourrait être meilleur

Avec 51 t produites en 2001 (3^e producteur africain), l'or attire aujourd'hui l'écrasante majorité des investissements étrangers dont une grosse part en provenance du sud africain Randgold. Selon le Ministre des mines, trois nouveaux permis sont délivrés chaque mois. Cependant certains experts politiques dénoncent le faible retour des 300 milliards CFA de chiffre d'affaire généré, du à des conventions d'investissements trop avantageuses. Après s'être livrés à une concurrence acharnée pour attirer les investisseurs, les pays africains pourraient réaliser qu'ils se sont parfois montrés trop généreux.

(Les Echos : 08/06/2002)

MOZAMBIQUE

- Le gouvernement multiplie les initiatives pour relancer le secteur minier

Nouveau code minier adopté le mois dernier, plan de privatisation de la compagnie nationale du charbon Carbomoc, appel d'offre international pour la reconstruction de la voie ferrée reliant cette mine au port, réouverture annoncée de trois mines de tantale fermées pour raison de guerre en 1980, et enfin annonce par le Premier Ministre de l'autorisation délivrée à l'australien WMC pour l'exploitation des sables de plages. La relance de l'économie du secteur minier, pénalisée par des années de troubles pourrait être engagée rapidement. Pour la dynamiser en amont, le gouvernement a prévu une enveloppe de 33 millions de dollars pour réaliser une nouvelle cartographie géologique. Il n'oublie pas non plus son secteur artisanal qui se voit protégé par l'attribution de certificats miniers d'exclusivité sur des zones déterminées.

(Africa Mining Intelligence : 04/06/2002)

PEROU

- Nouvelles privatisations en vue

Le gouvernement prévoit pour 2002 une croissance de 3,5 à 4 % pour son économie, portée par le secteur minier qui génère à lui seul la moitié des ressources d'exportation. La seule mine de Cuivre-Zinc d'Antamina contribuera pour 1,4 % dans ce facteur de croissance. Pour consolider le secteur, un vaste projet de privatisations est annoncé, parmi lesquelles le phosphate de Bayovar, le cuivre de Michiquillay, de Toromocho et de las Bambas ainsi que la mine polymétallique de Morococha.

Par ailleurs exploration et développement continuent très activement ; Barrick dépensera 20 millions de dollars sur sa découverte aurifère de Alto Chicama dans le Nord du pays alors que AngloGold prévoit 4,5 millions, probablement en majorité sur sa récente découverte pour or de Ocubiri, près de Puno, sur les rives du lac Titicaca.

(Mining journal : 24-31/05/2002 ; Reuters 27/05/2002)

SIERRA LEONE

- Une relance de la production de minerai de titane est espérée

La compagnie Sierra Rutile, contrôlée par MIL Investments SA avec pour partenaire US Titanium, a commencé les travaux de réhabilitation des anciens sites miniers et espère reprendre la production dans un délai de moins de 18 mois moyennant l'injection de 110 M de dollars qu'elle s'efforce pour l'instant de lever. Dans les années 1990, avant la guerre civile, la Sierra Leone avec 150 000 t/an d'ilménite et 60 000 t/an de rutile représentait 25 % de la production mondiale de minerai de titane. La compagnie serait aussi en négociation pour acquérir du gouvernement des gisements de bauxite autrefois exploités par Sieremenco (Alusuisse) à hauteur de 1,6 Mt/an de bauxite.

Après les efforts déjà entrepris pour les diamants, ce nouveau projet est en cohérence avec la priorité donnée aux ressources minérales rappelée par le nouveau gouvernement du président Kabbah.

(Mining journal : 07/06/2002 ; Reuters : juin 2002)

TIBET

- Projet minier Sino-Canadien pour le cuivre en vue

Tibet Mineral Development Co, la plus grosse entreprise minière présente au Tibet et cotée au Shenzhen Stock Exchange, serait en phase de conclusion d'un accord avec des investisseurs canadiens pour l'exploitation d'une mine de cuivre de 6 Mt de potentiel à Nimu près de la capitale tibétaine de Lhasa.

(Metal Bulletin 27/05/2002)

VENEZUELA

- Nouvelle mise en vente des droits de l'état sur la mine d'or de las Cristinas

Le président de la compagnie d'état CVG a annoncé que le soumissionnaire retenu devrait investir 500 M\$ pour le développement de la mine qui contiendrait 350 t d'or. Les désaccords entre les partenaires actuels CVG, Placer Dome, Vanessa Ventures Inc. et Crystallex International ne semblent toutefois pas encore réglés.

(Mining journal : 31/05/2002)

ZAMBIE

- Accord imminent entre l'Etat et Anglo American

Le gouvernement zambien est sur le point d'accepter les propositions financières d'Anglo American pour finaliser son retrait de Konkola Copper mines : un cash de 30 M de dollars, un prêt de 18 M pour le rééquilibrage des comptes d'exploitation et une proposition de crédit préférentiel de 6 à 11 M conditionné par Anglo à l'acceptation par la SFI (organe privé de la Banque mondiale) de faire de même. Cette enveloppe de 50 M est notablement inférieure aux 200 initialement demandés.

La mine qui continue à fonctionner parfaitement selon son directeur a battu ses objectifs de production de 54 000 t pour le premier trimestre et le gouvernement recherche toujours activement un repreneur.

(Africa Mining Intelligence : 18/06/2002 ; La Lettre Afrique Expansion : 03/06/2002 ; Mining Journal : 24/05/2002)

- Le projet de la mine de cuivre de Lumwana sur les rails

Equinox Copper Ventures Ltd vient d'annoncer, dans le contexte défavorable lié au retrait d'Anglo American, des investissements de 333 à 586 M de dollars (selon le procédé de traitement choisi), programmés par les partenaires (51 % Equinox Resources Ltd et 49 % Phelps Dodge Corp.). Cette mine de cuivre à ciel ouvert qui contiendrait 330 Mt de minerai à 0,7 % Cu serait la première ouverte depuis 25 ans en Zambie et la seconde en taille. Elle pourrait être opérationnelle dès 2006. Le complexe industriel associé produirait annuellement, durant les 24 ans de vie de la mine, 200 000 t de Cuivre, 3000 t de Cobalt, 560 kg d'or, 1 200 t d'uranium et plus de 200 000 t d'acide.

(Mining Journal : 07/06/2002)

ZIMBABWE

- Le gouvernement vient de céder au secteur privé la mine de cuivre de Munyati

Dans un contexte minier déprimé avec plusieurs compagnies aurifères déclarant des pertes, un consortium Sud Africain d'hommes d'affaire vient de racheter, pour 8 millions de dollars, 25 % des droits sur la mine de cuivre de Munyati alors que le gouvernement en proposait 75 %. Ce rachat partiel est motivé par la nécessité pour ce groupe peu puissant de garder des ressources pour réaliser un investissement de 10 M de dollars pour relancer la production.

(Africa Mining Intelligence : 04/06/2002)

LES ENTREPRISES

- Alcoa

Le groupe Alcoa est toujours préoccupé par les 40 % de sa filiale Alcoa World Alumina & Chemicals, le premier producteur d'alumine mondial, détenus par le groupe minier australien WMC. Récupérer ces 40 % reste une priorité pour Alcoa qui détient les 60 % restants. Une OPA de 11,3 milliards de dollars d'Alcoa sur l'ensemble de WMC avait échoué en novembre 2001 et WMC avait annoncé sa scission en deux branches distinctes, l'une regroupant les activités minières et l'autre la participation à la filiale d'Alcoa. Cette participation est évaluée à 4,4 milliards de dollars. Après avoir s'être au mieux préservé, WMC attend peut être une nouvelle proposition d'Alcoa.

Groupe très diversifié, Alcoa réalise 23 % de son chiffre d'affaire total (22,9 milliards de dollars en 2001) dans le domaine des transports, en majorité dans le secteur de l'industrie automobile, et de manière plus subordonnée dans le secteur de l'aéronautique. C'est néanmoins aussi dans ce dernier secteur que le spécialiste américain de l'aluminium entend progresser : partenaire historique de Boeing, Alcoa compte renforcer ses liens avec Airbus, grand rival européen de l'avionneur américain. Une opportunité de premier ordre se présente avec le développement du gros porteur Airbus A380 (ancien A3XX) pour lequel Alcoa fournira nombre d'éléments. Alcoa cherche par là à consolider ses positions de spécialiste des technologies de pointe, mais aussi à gagner de nouveaux débouchés sur les grands projets européens (Eurofighter, hélicoptère NH-90...). Mais cette stratégie devra prendre en compte deux facteurs défavorables: la morosité actuelle du marché aéronautique, et les perspectives d'arrivée de nouveaux alliages à plus long terme.

(La Tribune : 19/06/2002 ; Les Echos : 14/06/2002)

- Arcelor

Dans le cadre de sa stratégie globale de réduction de surcapacité de production, d'optimisation des coûts et d'un meilleur positionnement sur les marchés, le groupe Arcelor, né de la fusion d'Usinor -Arbed-Aceralia, est actuellement préoccupé par une prévision de probable surcapacité de production de l'ordre de 4 millions de tonnes à l'horizon 2005, en même temps que par des coûts de production trop élevés, en particulier pour les sites éloignés des ports (Florange et Liège) ou installés près d'un port présentant des difficultés de déchargement (Brème). Arcelor a donc décidé de geler tout investissement lourd sur ces trois sites en prévoyant d'en fermer un des trois en 2003 ce qui permettrait d'effacer la surcapacité anticipée.

Arcelor souhaite également mieux se positionner en termes d'efficacité et de coût de production optimisé sur le marché des aciers longs estimé prometteur (BTP et construction navale entre autres). Pour répondre à ce souci le groupe compte fermer le site français de Longwy pour construire une nouvelle usine à Esch-Belval au Luxembourg. La nouvelle usine aura une capacité de 800 000 t par an alors que la Société du Train Universel de Longwy ne pouvait en délivrer que 466 000. La construction du nouveau site représentera un investissement évalué à 180 millions d'euros, mais ce montant serait inférieur à celui d'une refonte de l'unité de Longwy. En corollaire les 344 salariés de cette dernière devront être reclassés ou transférés au Luxembourg.

(La Tribune : 05-20/06/2002 ; Le Figaro : 07/06/2002 ; Le Monde 05/06/2002 ; Metal Bulletin : 06-10/06/2002)

- Ispat International

Le producteur d'acier international basé à Londres a communiqué une perte nette de 39 millions de dollars pour le premier trimestre 2002, soit une claire amélioration par rapport aux 59 millions perdus sur la même période en 2001. Ispat compte continuer dans cette dynamique et peut être repasser dans le positif au cours du second trimestre.

(Metal Bulletin : 13/06/2002)

- Kenor

Les actionnaires du groupe norvégien producteur d'or ont approuvé un plan d'augmentation du capital par actionariat et la mobilisation d'un financement. Le financement espéré s'élève à hauteur de 19,5 millions de dollars (156 millions de couronnes), ce qui amènera à doubler le nombre d'actions émises qui est actuellement de 55,2 millions. Les actions seront offertes au prix de 2,8 couronnes et la demande sera élevée dans la mesure où l'action Kenor a déjà atteint 4 couronnes depuis l'annonce du plan, aidée bien sûr par la solidité du métal jaune depuis un mois. Les sommes dégagées seront utilisées pour l'essentiel en Guinée afin de renforcer les positions de la Société Minière de Dinguiraye (85 % Kenor, 15 % Etat Guinéen) qui exploite le gisement d'or de Léro dans le nord-est du pays. Intensification de l'exploration d'une part, incluant en particulier une campagne de géophysique aéroportée, dans l'objectif d'augmenter les réserves du gisement (2,9 millions d'onces), et développement des infrastructures de la mine d'autre part, pour en accroître la capacité de production. Le reste du financement sera utilisé pour réduire la dette de Kenor.

(Mining Journal : 07/06/2002)

- KGHM

Bien qu'en amélioration au premier trimestre 2002 par rapport à une mauvaise année 2001 (cf. Ecomine de mai) la situation du puissant groupe polonais producteur de cuivre et d'argent reste préoccupante. KGHM cherche à rassurer les investisseurs après un important recul de l'action qui a perdu 17 % en 2 semaines. Outre une poursuite de politique de baisse des coûts de production – 1 430 dollars par tonne visé à l'horizon 2005 -, le groupe annonce sa décision d'augmenter sa production d'argent et surtout de se lancer dans une récupération et une production de cobalt qui pourrait lui apporter 7 millions d'euros par an. Enfin KGHM cherchera à réorganiser ses activités télécoms qui sont devenues une source d'endettement.

(Le Figaro : 22/05/2002)

- Lafarge

Le cimentier français, qui avait reçu le grand prix de la meilleure opération financière de l'année attribuée par le Club des Trente pour son opération de rachat du britannique Blue Circle, continue aussi sa politique d'expansion vers l'Extrême-Orient.

En Chine, Lafarge veut être un des acteurs majeurs de la politique de développement de l'Ouest du pays suivie par le Gouvernement. Lafarge a ainsi d'abord inauguré l'usine de Duijiangyan d'une capacité annuelle de 1,4 millions de tonnes qui a nécessité un investissement de 155 millions de dollars dont 100 en fonds propres. Il a ensuite signé un protocole d'accord avec la municipalité de Chongqing pour acquérir 70 % du capital d'une cimenterie produisant 600 000 t par an. Mais il ne s'agit que d'un début, car au total, en comptant sa cimenterie de Pékin acquise huit ans auparavant, Lafarge reste aujourd'hui encore un cimentier moyen avec un potentiel de 4 millions de tonnes à l'horizon 2003-2004, dans un marché de 700 millions de tonnes dont 150 millions de ciment de bonne qualité qui est le créneau ciblé par le français.

C'est en Malaisie à Kuala Lumpur, en partie dans les locaux de Blue Circle racheté en juillet 2001, que Lafarge a décidé d'implanter son quartier général pour l'Asie avec l'installation de 80 expatriés d'ici un an, un choix atypique par rapport à la majorité des groupes industriels préférant traditionnellement Singapour ou Hong Kong.

(Le Monde : 31/05/2002 ; Les Echos : 12/05/2002 et 06/06/2002)

- Norilsk Nickel

Le géant russe a annoncé sa volonté de payer de 20 à 25 % de dividende sur ses profits à partir de l'année 2003. Cette résolution a pour objectif de se mettre à niveau de ses concurrents miniers étrangers, européens, américains et australiens, car Norilsk, à l'instar d'autres groupes russes, avait été souvent critiqué pour être peu attractif dans ce domaine. Le profit net de l'entreprise sera alors calculé suivant les normes comptables internationales plutôt que suivant les règles russes. Rappelons que Norilsk produit environ 20 % du nickel mondial et 40 % du palladium. Le début 2002 a été plutôt médiocre pour Norilsk qui annonce une chute de 75 % des profits nets pour le premier trimestre, à 3,74 milliards de roubles (119 MUS\$) contre 14,78 milliards pour la même période en 2001. Cette chute est due d'une part à la mauvaise tenue des cours du palladium, et d'autre part à l'absence d'exportation de nickel pendant les deux premiers mois de 2002.

(Financial Times : 06/06/2002 ; Mining Journal : 07/06/2002)

- Pasminco

Bouée de sauvetage pour le groupe australien spécialiste du plomb-zinc qui était entré en banqueroute depuis septembre 2001, submergé par des dettes accumulées à la suite d'une désastreuse politique de vente de ses métaux par hedging. Un comité de créanciers a donné un premier feu vert à la solution suivante : 39 des financiers de Pasminco recouvreront leur dette en l'échangeant contre des actions d'un Pasminco restructuré ; environ 50 % des intérêts des financiers, soit environ 2,8 milliards de dollars australiens, seront plus tard vendues par offre publique. Ce projet sera examiné avant le 15 juillet 2002 par un nouveau comité rassemblant cette fois l'ensemble des créanciers de Pasminco pour recevoir une approbation finale pour laquelle les administrateurs du groupe sont optimistes. Pasminco serait alors prêt à renouer avec des bénéfices à condition de se trouver dans une conjoncture de cours favorables pour le zinc en particulier. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, mais nombre d'observateurs estiment qu'un bas de cycle est désormais atteint et annonce des années futures meilleures.

(Platts Metal Week : 27/05/2002)

- Pechiney

Pechiney confirme plus que jamais son intérêt pour les actifs aluminium du néerlandais Corus. Mais Philippe Varin, directeur de la branche aluminium du géant français, a déclaré que Pechiney avait engagé un processus se déroulant en plusieurs étapes en restant particulièrement attentif aux écueils potentiels d'entrave à la libre concurrence au sein de l'Europe. De telles difficultés juridiques n'avaient pu en effet être surmontées en 2000 lors du projet de fusion à trois entre Pechiney, Alcoa et Algroup.

Pechiney a également confirmé qu'il était intéressé par l'acquisition des activités emballage de VAW aluminium.

(Les Echos : 20/06/2002 ; Le Figaro : 20/06/2002)

- Pilkington

Après une année 2001 déjà délicate, Pilkington, leader mondial du verre, s'attend à une année 2002 encore plus difficile. La clôture à fin mars 2002 de son exercice 2001 montre en effet que son chiffre d'affaire n'a pas augmenté, en restant au niveau de 2,8 milliards de livres (4,4 milliards d'euros), que son résultat net avant impôt a progressé de 3 %, atteignant 228 millions de livres, tandis que son bénéfice net après impôt a reculé de 3,9 % pour se contracter à 74 millions de livres. La demande en verre, habituellement croissante de 3 à 4 % par an, a reculé en 2001 d'environ 2 %, et c'est essentiellement un manque de demande dans le secteur industriel de l'automobile qui est responsable de cette stagnation. Pilkington continuera donc sa politique de restructuration commencée en 1997, et de nouvelles fermetures d'usines pourraient intervenir, en particulier dans le secteur industriel automobile, susceptibles d'intervenir dans 25 pays où le groupe emploie au total 27 400 employés.

En France, en revanche, Pilkington suscite de nouveaux espoirs en Lorraine après l'implantation réussie d'une usine de verre représentant un investissement de 168 millions d'euros en 2000. Alors qu'il produit déjà 250 000 tonnes de verre plat à Freyming-Merlebach, le verrier britannique prévoit de nouveaux investissements sur le site, à hauteur de 15 millions d'euros. Même alors, il y aura des espoirs de marché supplémentaires pour les verres plats et surtout pour des verres spéciaux à haute résistance, et donc une vraie perspective de pôle verrier d'importance en Lorraine autour de Pilkington et de son partenaire suisse Interpane.

(Les Echos : 30/05/2002 ; La Tribune : 07/06/2002)

- Posco

Le géant de l'acier sud-coréen a voulu profiter de la coupe du monde de football pour faire de la publicité et donner une bonne image au public, illustrée par le slogan « Posco, green worldcup ». Il y a consacré un budget de 3,7 millions d'euros ! Rappelons que Posco représente un chiffre d'affaire de 9,7 milliards d'euros et un résultat net de 0,7 milliard.

(Les Echos : 05/06/2002)

- PT Timah

Le premier producteur d'étain indonésien est en grande difficulté : Le résultat net après impôt pour le premier trimestre est en baisse de 99 % par rapport à la même période en 2001 et en recul de 89 % par rapport à l'ensemble de 2001 ! Le volume des ventes de lingots d'étain est également en baisse pour le premier trimestre, à 5 861 tonnes contre 6 744 pour la même période en 2001. Rétablir la situation ne sera pas aisé sans arriver à réduire sinon supprimer les exploitations illégales dans l'emprise de ses permis. Ce phénomène reste difficile à maîtriser tant que Timah achète les concentrés à 2 500 – 2 800 US\$/t alors que d'autres intermédiaires qui vendent les concentrés à des exportateurs privés proposent 2 800 US\$/t comme prix plancher aux artisans mineurs. Le nombre de ces artisans donne l'ampleur du problème puisqu'ils seraient environ 6 000 sur les îles de Bangka et Belitung. Rappelons que Timah vend 50 % de ses concentrés en Asie, 25 % en Europe, 20 % en Amérique, les ventes domestiques ne représentant que 5 %.

(Metal Bulletin : 30/05/2002)

- Rio Tinto

Le groupe international a été condamné en Australie à payer 25 millions de dollars (14 MU\$) à 190 mineurs pour licenciements abusifs. Cette décision, intervenue après quatre années de procédures, serait la plus importante jamais enregistrée en Australie.

(Financial Times : 03/06/2002)

- Saint Gobain

Le PDG de Saint-Gobain a déclaré qu'il prévoyait une hausse de 0 à 4 % du résultat net pour 2002, se plaçant dans l'hypothèse d'une reprise économique américaine au second semestre, et d'une stabilisation de la construction neuve en Europe accompagnée d'une croissance du marché de la rénovation. Rappelons qu'une prévision analogue faite l'an dernier à la même époque avait conduit à un résultat en hausse de 3 % pour atteindre un chiffre record de 1,057 milliard d'euros. Mais il y a les réserves émises sur la réalité d'une reprise effective.

La confiance de Saint-Gobain transparaît dans la décision de développer à Strasbourg et à Besançon les infrastructures d'une de ses filiales, Wehr Miroiterie, en mobilisant un investissement de 2,5 millions d'euros pour un chiffre d'affaire prévu à hauteur de 27 millions d'euros.

(La Tribune : 05-07/06/2002 ; Les Echos : 07/06/2002)

- Sandvik

Le groupe suédois spécialiste des équipements miniers et des aciers spéciaux renforce sa position aux Etats-Unis en signant un accord avec Milacron pour acquérir Valenite, sa filiale spécialisée dans les outils coupants. Cette acquisition, qui représente un investissement de 193 millions d'euros, doit être validée par les autorités américaines de la concurrence. Valenite, basée dans le Michigan, compte 1 300 salariés et a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars pour dégager un résultat d'exploitation de 3 millions. Valenite, tout en gardant son identité, sera intégrée dans la division Sandvik Tooling qui a réalisé en 2001 un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars. Milacron est actuellement en difficulté avec des ventes qui ont chuté de 20 % en 2001, conduisant à une perte nette de 35,7 millions de dollars contre un bénéfice de 72,3 millions à la fin de l'exercice 2000

(Les Echos : 19/06/2002)

- ThyssenKrupp

Le géant allemand annonce un profit limité pour le second trimestre 2001 et prévient pour la seconde fois que les objectifs annuels pour 2002 ne pourront pas être atteints. Les résultats du deuxième trimestre montrent en effet un profit net chutant à 5 millions d'euros contre 107 millions l'an passé, et un profit imposable de 96 millions au lieu des 159 enregistrés en 2001 sur la même période. Les ventes ont pour leur part chuté de 4,3 % à 9 milliards d'euros. L'ensemble de ces résultats conduit le groupe à prévoir un chiffre d'affaire final 2002 bien inférieur aux 38 milliards d'euros réalisés en 2001 et l'objectif initial de 500 millions d'euros de profit avant impôt ne pourra pas être atteint. Les surtaxes américaines ont joué un rôle non négligeable et la filiale acier a enregistré des pertes de 65 millions d'euros contre un bénéfice de 294 millions pendant l'exercice précédent.

ThyssenKrupp compte dépenser 100 millions d'euros pour restructurer sa branche acier de l'industrie automobile, aux Etats-Unis en particulier. Sa filiale Thyssen Krupp Automotive, dont le chiffre d'affaire annuel est de 6 milliards d'euros, s'apprête à racheter la totalité Valmet Automotive dont il détient déjà 10 %.

(Financial Times : 24/05/2002 ; Les Echos : 24-25/05/2002 et 12/06/2002)

- Umicore

Le producteur de zinc belge va racheter pour 6 millions d'euros GM Metal, le spécialiste français du recyclage et des alliages zingués. GM Metal, basé à Poitiers, produit annuellement autour de 14 000 t d'alliages avec un chiffre d'affaire d'environ 10 millions d'euros. Cette acquisition renforce Umicore qui pour sa part produit environ 200 000 t par an.

Umicore s'investit également en Asie avec un projet de rachat du producteur chinois Fuhong qui a commercialisé en 2001 autour de 10 000 t de poudre de zinc pour une valeur d'environ 13 millions d'euros.

(Platts Metal Week : 10/06/2002)

- Valeo

L'équipementier français, qui compte parmi les premiers mondiaux, a communiqué ses résultats pour le premier trimestre 2002. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 2 550 millions d'euros, en retrait de 5 % par rapport à la même période en 2001, sa marge brute se monte à 422, en augmentation de 4 %, et son résultat d'exploitation à 98, en forte augmentation de 84 % ; enfin son résultat net est de 20 millions d'euros alors qu'il était dans le rouge en 2001. Après une perte de 591 millions d'euros en 2001, ces résultats traduisent donc un redressement spectaculaire, d'ailleurs salué par la bourse pendant le dernier trimestre 2001 et le premier semestre 2002, obtenu au prix d'une restructuration entraînant la suppression programmée de 5 000 emplois. Valeo veut croire à son avenir, et sa capacité financière solide (réserve de 1,7 milliard d'euros) l'y autorise car elle peut permettre de procéder à des acquisitions ciblées. Mais sa position propre vis à vis d'OPA hostiles est rendue plus fragile depuis que son capital n'est plus possédé qu'à hauteur de 9,3 % par la CGIP.

(Le Figaro : 12/06/2002 ; Le Monde : 14/06/2002 ; Les Echos : 10/06/2002)

- Vallourec

Vallourec, leader mondial pour la production de tubes en acier sans soudure et de produits tubulaires spécifiques pour applications industrielles, a donné des estimations de résultats plus modestes pour l'exercice 2002. Si le chiffre d'affaires devrait rester stable, comme suggéré par la légère hausse de 1,1 % enregistrée pendant les 5 premiers mois de l'année, le résultat net devrait être lui en baisse, obéré par un retour à un système d'imposition normal moins favorable.

Vallourec va en tout cas se renforcer significativement aux Etats-Unis en achetant, en partenariat avec Mannesmann et Sumitomo, le groupe américain North Star. Cette opération se fait par un rachat d'actifs pour un montant global de 380 millions de dollars et effectué à hauteur de 80 % par une filiale de Vallourec (V&M tubess détenue à 55 % par Vallourec, et à 45 % par Mannesmann) et à pour les 20 % restants par Sumitomo. La société acquise a enregistré pour 2001 un chiffre d'affaire de 328 millions de dollars et un résultat brut d'exploitation de 81 millions, mais représente surtout un outil de production précieux estimé à une valeur minima de 635 millions de dollars par le président de Vallourec. North Star est de plus surtout présent aux Etats-Unis dans le secteur des tubes destinés à l'industrie du pétrole et du gaz et apporte ainsi à Vallourec un complément de présence important pour sa stratégie américaine. Avec cette acquisition, Vallourec enfin verra le pourcentage de son chiffre d'affaires dans les secteurs pétrolier et gazeux passer de 34 % à 39 %.

Au plan de ses ventes, Vallourec a par ailleurs remporté un nouveau contrat de fourniture de produits tubulaires destinés aux forages pétroliers, celui-ci avec TotalFinaElf. Portant sur une durée de quatre ans, ce contrat pourrait représenter un chiffre d'affaire annuel pouvant atteindre 100 millions d'euros.

(La Tribune : 28/05/2002 et 13/06/2002 ; Le Figaro : 28/05/2002 et 13/06/2002 ; Le Monde : 28/05/2002 ; Les Echos : 28/05/2002 et 12-19/06/2002 ; Metal Bulletin : 30/06/2002)

- Vicat

Le cimentier français a présenté les comptes de son exercice 2001 : il a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1,446 milliards d'euros, en hausse de 20,7 % par rapport aux 1,12 de 2000, pour dégager un résultat net consolidé de 119,43 millions d'euros, en progression par rapport aux 111,49 de 2000. L'activité principale dans le secteur du ciment a progressé de 14 % avec l'achat d'une cimenterie en Suisse et l'accroissement de capacité de 2 usines en Californie et en Turquie, et la capacité totale du groupe s'élève maintenant à 15 millions de tonnes. Les activités plus subordonnées dans le domaine du béton prêt à l'emploi et des granulats a de même progressé de 13 %, en raison de l'entrée des filiales suisses.

(Le Figaro : 05/06/2002 ; Les Echos : 05/06/2002)

CARNET

- Afcan Mining Corp

David Netherway a été nommé Président-Directeur Général d'Afcan, le groupe canadien actif en Afrique de l'Ouest. Il était précédemment Directeur Général de Semafo, compagnie canadienne détenue à hauteur de 13 % par Afcan, et avait en particulier négocié l'entrée de Managem, filiale minière du holding marocain ONA, dans le capital de la Semafo Géologue de métier, David Netherway avait travaillé auparavant en Afrique de l'Ouest pour Ashanti Goldfields Ltd, Golden Shamrock Mines Ltd, Ghanaian Australian Goldfields Ltd et Ghana National Manganese Corporation.

(African Mining Intelligence : n° 39 du 05 au 18/06/2002 ; Mining Journal : 31//06/2002)

- Arcelor

Francis Mer, co-Président d'Arcelor, qui a été nommé Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie au sein du premier gouvernement Raffarin - et ultérieurement reconduit dans ses fonctions dans le second gouvernement Raffarin -, a donné officiellement sa démission de son poste de co-Président du groupe sidérurgique Arcelor. Joseph Kinsch reste ainsi seul Président d'Arcelor.

(La Tribune : 06/06/2002)

- Cogema

Nombreux mouvements chez Cogema : Didier Benedetti est nommé Directeur Général Délégué de Cogema et devient en même temps membre du comité exécutif d'Areva. Il a précédemment occupé les fonctions de Directeur Général Adjoint de Thomson Brandt Armement, Vice-Président de Thomson Consumer Electronic et Directeur Général du pôle habitable de Magneti Marelli (groupe Fiat). Il sera entouré de trois directeurs généraux adjoints, Christian Gobert, Directeur Général Adjoint depuis 1983 et membre du comité exécutif, Yves Coupin (développement durable et progrès continu) et Gilbert Lehmann (finances), ancien Directeur Délégué aux affaires financières et juridiques de Framatome. Yves Coupin demeure en outre Directeur du pôle traitement-recyclage-ingénierie.

(La Tribune : 17/06/2002 ; Les Echos : 18/06/2002)

- Gabon : Ministère des Mines

Confirmation de la nomination de deux personnalités au sein de l'équipe du Ministère des Mines, de l'Énergie, du Pétrole et des Ressources Hydrauliques du Gabon :

- Joseph Matangui est nommé Directeur de l'économie et de la propriété minière, unité faisant partie de la direction générale des mines et de la géologie (DGMG), il remplace René Ledoyen décédé ;
- Samuel Ossoria, précédemment conseiller technique du Directeur de la DGMG, est nommé inspecteur.

(African Mining Intelligence : n° 38 du 22/05/2002 au 04/06/2002)

- Gencor

Michael Mc Mahon a annoncé sa décision de démissionner de la présidence de Gencor à compter du 25 juin. En corollaire, il abandonne aussi sa fonction de Président Directeur Général d'Impala Platinum Holdings Ltd, groupe détenu à hauteur de 46,1 % par Gencor. Dans le même temps Vivienne Mennel quittera sa fonction d'Administrateur de Gencor, mais en gardant la fonction d'Administrateur d'Impala. Le seul remplaçant connu est Peter Joubert, en tant que nouveau Président d'Impala. Ces décisions interviennent avant le retrait prévu de Gencor d'Impala qui est son dernier actif minier sud-africain significatif (2,1 milliards de dollars).

(African Mining Intelligence : n° 39 du 05 au 18/06/2002 ; Metal Bulletin : 13/06/2002 ; Mining Journal : 07/06/2002)

- Gokhran

Valery Rudakov, Directeur du comptoir russe des métaux précieux Gokhran, a quitté ses fonctions à l'approche de l'âge légal de la retraite en Russie. Il faut remarquer que Gokhran, même s'il a gardé un premier droit de veto sur tous les achats de métaux précieux, a perdu de son importance et peut être même de sa raison d'être depuis 1999, date à laquelle les producteurs d'or russes ont été autorisés à vendre via des banques accréditées, et encore plus depuis cette année puisqu'ils ont maintenant la possibilité d'exporter sans intermédiaire.

(Metal Bulletin : 06/06/2002)

- Kumba Resources

Hans Smith, verra maintenant ses responsabilités descendre d'un cran en étant Président de Kumba après en avoir été Président-Directeur Général. Hans Smith est reconnu comme l'artisan majeur de la restructuration réussie du producteur d'acier Iscor à l'époque où il en était le Directeur Général, avec en particulier le redéploiement de sa branche minière et la création de Kumba Resources l'année dernière. Il pense prendre sa retraite en novembre, mais restera à Kumba jusqu'à ce qu'un nouveau Président-Directeur Général soit nommé.

(Africa Mining Intelligence : n° 38 du 22/05/2002 au 04/06/2002 ; Mining Journal : 31/05/2002)

- Metalor

Pascal Brun a été nommé Directeur de la division dentaire de Metalor Technologies France. Il était auparavant chez VB Autobatterie en tant que responsable de la communication et du développement de nouveaux concepts autour des batteries Varta.

(Les Echos : 13/06/2002)

- Newmont

Newmont a confirmé la nomination de plusieurs hauts responsables après sa récente fusion avec Normandy Mining Ltd et Franco-Nevada Mining Corp. Ltd :

- Paul Dowd, précédemment Directeur des opérations de Normandy, est nommé Vice-Président de la branche développement opérationnel et santé-sécurité de Newmont ;
- Bruce Kay, précédemment Directeur de l'exploration de Normandy, est nommé Vice-Président de la branche exploration de Newmont ;
- David Harquail, précédemment Vice-Président de Franco-Nevada, est nommé Directeur de Newmont Capital Ltd (qui absorbe la branche bancaire de Franco-Nevada) ;

En outre, David Peat, précédemment Vice-Président et Directeur financier de Homestake Mining Co. a été nommé Vice-Président et Contrôleur Général de Newmont.

(Mining Journal : 31/05/2002)

- Pechiney

Nominations de Gabriel de Sainte-Marie et de Jacques Gani aux postes respectifs de Directeur de la division commerce international de Pechiney et de Directeur Général de la société Aluminium de Grèce. Le premier était Directeur Général de la société Aluminium de Grèce depuis 1988, après avoir été auparavant Directeur Général de Pechiney Japon, tandis que le second était depuis 1995 Président-Directeur Général de Pechiney Electrometallurgie après avoir occupé différents postes opérationnels au sein des secteurs aluminium et emballages du groupe Pechiney.

(La Tribune : 06/06/2002 ; Les Echos : 06/06/2002 ; Metal Bulletin : 06/06/2002)

- Phelps Dodge Corp

Nomination de Spencer Davis au poste de Vice-Président des relations avec les investisseurs et de la communication au sein du groupe américain producteur de cuivre. A été également annoncée la nomination de Kalidas Madhavpeddi au poste de Président de la branche câble et téléphone du groupe.

(Mining Journal : 31/06/2002)

- Teck Cominco Ltd

Steve Dean a annoncé sa décision de démissionner de la Présidence de Teck Cominco à compter du 8 juillet. Son remplaçant n'a pas encore été désigné.

(Metal Bulletin : 13/06/2002 ; Mining Journal: 14/06/2002)

- Xstrata

Ian Strachan a été nommé Directeur au sein du groupe Xstrata. Il remplace Reto Domeniconi qui a démissionné pour réduire son volume d'activité. Ian Strachan, actuellement Directeur chez Johnson Matthey et Reuters, a précédemment occupé les fonctions de Directeur Financier et Vice-Président à Rio Tinto..

(Metal Bulletin : 06/06/2002)

ECO-NOTE

Etain : retour aux incertitudes

Par C. Hocquard et P. Gentilhomme (BRGM)

Des incertitudes concernant l'avenir des productions en Chine et en Indonésie, les deux premiers producteurs mondiaux, et la réjuvenation de ce « vieux métal » motivent cette note.

Rappel historique

L'histoire de l'étain est mouvementée. En 1973, le pic de la consommation d'étain à 253 kt¹⁴ marquait la forte demande de fer étamé pour boîtes de boisson. Dans les 6 années suivantes, le cours de l'étain a monté pour quadrupler, ouvrant la porte à sa substitution par l'aluminium ou l'acier verni .

Au milieu des années 80 on assiste à une chute brutale des cours, provoquée d'une part par la chute de la consommation de 25 % du à la concurrence de l'aluminium, et d'autre part les augmentations des productions chinoise et brésilienne qui conduit à la fermeture des mines de Malaisie et de Bolivie.

	Cours de l'étain à Paris F/t	Consommation mondiale kt
1973	22 600	253
1985	118 100	216
1987	47 470	229
1990	39400	232

Les producteurs, regroupés au sein de l'ATPC (Association of Tin Producing Countries), ont alors acheté leurs propres concentrés et constitué un stock régulateur pour absorber les surplus de la production et soutenir ainsi les cours. Echec total. Le projet a engendré l'insolvabilité de ses membres, obligeant la vente du stock et la mise sur le marché de plus de 60 kt de métal, précipitant la chute des cours de l'étain. Cette institution a été remplacée en 1995 par l'ITRI (International Tin Research Institute) chargé de rechercher de nouvelles utilisations de l'étain. La Malaisie, producteur dominant à l'époque, ne contribue plus aujourd'hui qu'à moins de 2,5 % de la production mondiale, tandis que les découvertes d'étain en Amazonie propulsaient le Brésil comme premier producteur mondial entre 1987 et 1990, avec 39 kt. Depuis, l'épuisement des ressources alluviales-éluviales a fait considérablement régresser la production brésilienne, tandis que celle du Pérou augmentait pour devenir, depuis 1999, le 3° producteur mondial, derrière la Chine et l'Indonésie. La dernière mine européenne d'étain de Cornouailles, South Crofty, a été fermée mi-1997 malgré des teneurs de 1,5 % Sn.

Le grand gagnant de ce quart de siècle tourmenté a été la Chine, à présent confortablement installée comme premier producteur et consommateur mondial.

¹⁴ Record qui n'a été franchi qu'en 2000 avec une consommation de 268 kt

Panorama de la production actuelle

La production minière mondiale d'étain est dominée à plus de 60% par 3 pays : Chine, Indonésie et Pérou ; tandis que 7 pays (les 3 précédents, plus Australie, Bolivie, Malaisie et Brésil), contribuent pour la quasi-totalité de la production mondiale d'étain. Il faut cependant les séparer en trois groupes : les producteurs miniers, exportateurs de concentrés (Australie, Pérou), les pays essentiellement raffineurs (Thaïlande, Malaisie), et les pays intégrés, à la fois miniers et métallurgiques (Chine, Indonésie, Brésil).

La production minière a été de 248 kt en 2000 (record historique absolu). Les augmentations sont dues principalement à la Chine, au Pérou et à l'Indonésie. La production métallurgique mondiale, en progression constante, a atteint 282 kt en 2000. La consommation mondiale d'étain est passée de 246 kt en 1999 à 268 kt en 2000, avec un maintien au même haut niveau estimé en 2002.

Production primaire d'étain en 2000 En kt	Prod. Minière (concentrés)	Prod. Métallurgique (métal)	Exportation nette
Mondiale	248	282	
Chine	97 (39%)	112 (40%)	61

La courbe des prix de l'étain (cf. fig. cours du LME) traduit la forte dépression de l'année 2001 et un début de reprise en 2002, et démontre le bas niveau actuel par rapport à celui des années 1998-2000. En revanche les récentes turbulences sur le métal n'ont pas encore affecté les stocks qui restent très élevés, à plus de 37 000 t.

Les questions d'actualité

Les principaux centres de production d'étain (Chine, Indonésie, Australie, Bolivie) affrontent actuellement des problèmes conjoncturels divers. Comment cette accumulation de problèmes va-t-elle jouer à court terme sur les cours, alors que tous les analystes tablent sur une reprise globale de la demande en matières premières minérales au deuxième semestre de 2002 ?

La consommation d'étain est considérée comme inélastique avec une croissance moyenne faible, de l'ordre de 2 % par an ; la consommation occidentale d'étain en 2000 n'a augmenté que de 10 % par rapport à celle de 1995. L'étain a été considéré comme un « vieux métal » dans les années 90 : utilisation en baisse, en valeur absolue et par capital. Mais malgré l'effondrement de certaines utilisations traditionnelles (plomberie, emballage, étamage des aciers¹⁵), la demande repart grâce à l'électronique (soudure à l'étain des composants sur plaquettes) et à de nouvelles utilisations liées à la substitution du plomb¹⁶.

¹⁵ Le fer étamé (« tin plated steel ») a un taux de croissance faible, de 2% par an, mais avec de très fortes disparités régionales ; l'Asie étant aujourd'hui le principal consommateur.

¹⁶ Selon l' ITRI (International Tin Research Institute), la consommation d'étain augmenterait de 15% par an (~ 40 000 t/an) au cours des 5 prochaines années en raison de cette substitution. Il s'agit des masselottes d'équilibrage des roues de voitures, des munitions sans plomb («green bullets») destinées aux entraînements de l'armée américaine, et surtout des soudures sans plomb qui contribuent déjà pour environ 40% de la consommation d'étain (SnPbAg à 62% Sn sera remplacé par SnAgCu avec 95,5% Sn, selon l'équipementier automobile Valéo).

Les quotas de production d'étain n'ont jamais été respectés, en raison surtout d'une mine artisanale incontrôlable. Son développement est lié au fait qu'il existe de très nombreux petits gisements filoniens ou alluvionnaires qui peuvent être exploités avec un minimum de mécanisation. Ce problème se retrouve en Chine, en Indonésie (cf. paragraphe suivant) et au Brésil (Parapanema avait cependant réussi à structurer la production des coopératives de garimpos du gisement Bom Futuro qui, avec 30 kt/an, assuraient 60 % de la production du Brésil). En période de hausse des cours, les petits mineurs sont très réactifs et la production artisanale se développe très rapidement, contribuant ainsi à ramener très vite les prix dans une tendance baissière.

L'offre minière et métallurgique : rapide balayage pays par pays

En Chine, du fait des inondations dans la Province du Guangxi, les mines de la région du Nandan, produisant 1/3 du minerai domestique, ont été fermées après la mort de 80 mineurs en juillet 2001. La Chine est à la fois le premier consommateur et le premier exportateur d'étain. Sa consommation est en augmentation rapide (40 kt en 2001, 60 kt en 2002¹⁷) tandis que ses exportations commencent à baisser (61 kt en 2000, 60 kt en 2001, 50 kt/an projetés pour 2002). Elle est d'ailleurs contrainte, d'abord de racheter sa propre production entreposée dans les stocks du LME, et maintenant d'importer des concentrés pour freiner la baisse de sa production métal (estimée à 90 kt pour 2002, loin des **112 kt** de 2000). La Chine a du importer 3 500 tonnes de concentrés d'étain en 2001, soit plus de 50 % par rapport à 2000. Le premier producteur chinois d'étain, Yunnan Tin Co. (24 kt/an de capacité, 22 kt produites en 2001, 24 kt projetées en 2002) s'alimente auprès de l'indonésien PT Timah. Quant au deuxième producteur, Liuzhou Huaxi Co, il a choisi de limiter sa production.

En Chine, l'objectif de la production n'est pas de maximiser les profits, mais d'assurer un certain niveau de revenu, lié à des objectifs stratégiques planifiés. En d'autres termes, pour atteindre cet objectif, plus les cours sont élevés et moins l'entreprise a besoin de produire ; en revanche, plus les cours sont faibles et plus elle doit produire... On voit immédiatement les effets pervers d'une politique qui amplifie la cyclicité des cours des métaux...et « torpille » les concurrents étrangers.

En Indonésie, après une chute de 90 % de son bénéfice en 2001, PT Timah Tbk¹⁸ prévoit une perte de 53 millions de USD cette année, et serait aujourd'hui en quasi-cessation de paiement. Depuis novembre 2001, seulement 12 des 21 dragues offshore sont encore en activité. L'entreprise pourrait être fusionnée avec PT Aneka Tambang (nickel), tandis que l'Etat passe un décret interdisant à partir du 1^o juin 2002 les exportations d'étain sous forme de minerais et de concentrés afin de lutter contre les 6 000 exploitations artisanales¹⁹ qui ont envahi les îles de Bangka et Belitung. Selon PT Timah, cette mesure pourrait faire remonter les cours au niveau de 4 500 USD/t, à condition qu'elle soit effective et ne favorise pas plutôt la contrebande... La production indonésienne de **50 kt d'étain** (estimation pour 2002) est

¹⁷ L'étain chinois, trop riche en Pb (recyclage de résidus de soudures plombo-stannifères ?), est raffiné une deuxième fois dans les pays occidentaux.

¹⁸ détenu à 49% par l'Etat et 1^o producteur mondial intégré d'étain avec une capacité métallurgique de 48 kt/an.

¹⁹ Exploitations illégales vis à vis du Gouvernement central mais cependant autorisées par les autorités provinciales... Les royalties payées par PT Timah sont passées de 59 \$/t d'étain à 120\$/t (3% NSR) en 2001, dont 20% vont au Gouvernement central et 80% à la Province.

divisée entre PT Timah²⁰ (34 000 t) et PT Koba Tin (16 kt, 25 % PT Timah - 75 % MSC, Malaysia Smelting Corp.). Face à cette situation difficile, PT Timah envisage 1) de créer un producteur régional intégré²¹, en incorporant le malais MSC et le thaïlandais Thaisarco, dont les raffineries sont essentiellement alimentées par les concentrés des petits mineurs indonésiens... 2) de construire une nouvelle raffinerie sur l'île de Kundur, située au large de Singapour et où se trouvent plusieurs unités de production, afin d'économiser sur le coût du transport et d'éviter les actes de piraterie dans le détroit de Malacca, plusieurs cargaisons ayant « disparu » récemment 3) d'exploiter l'étain offshore de Malaisie (projet d'exploitation de l'Etat de Perak en Malaisie), de Birmanie et de Thaïlande.

Au Pérou, San Rafael (Minsur) est la plus grosse mine mondiale. Elle produit **36 kt** d'étain en concentrés, soit 14 % de la production mondiale. Minsur projette de faire passer la capacité de sa raffinerie « Funsur » de 16 à 20 kt/an (une partie des concentrés est raffinée par Vinto en Bolivie, le Pérou produisant deux fois plus d'étain en concentrés que d'étain métal, respectivement 34,4 kt et 15,1 kt en 2000).

En Australie, Murchison United NL se désengage de l'étain et a cédé pour 10 MA\$ sa mine souterraine de Tasmanie, Renison Bell²², qui produit 9 kt d'étain en concentrés (à 62% Sn, ~ 5 % de la production mondiale, à la junior australienne Sirocco Resources NL. La production alimente la raffinerie de Thaisarco à Phuket en Thaïlande. Le projet de retraitement des tailings (19 Mt à 0,4 % Sn) à la cadence de 2 Mt/an augmenterait la production de 50 %. De son côté, Malborough Resources profite du manque de concentrés sur le marché pour augmenter à 1,2 kt/an la production de sa petite mine alluvionnaire (et anciens tailings) d'Ardlethan, en Nouvelles Galles du Sud, dont les concentrés sont achetés par MSC.

En Malaisie, la production minière a chuté de 61 kt en 1980 à **6,3 kt** en 2001, et le nombre d'exploitations est passé dans la même période de 1 000 à 41²³. Les exportations de Malaisie sont de l'ordre de **21 à 23 kt/an**. Pour alimenter sa raffinerie de Penang, MSC (Malaysia Smelting Corp.) importe des concentrés d'étain d'Australie, mais aussi d'Indonésie (la majeure partie étant issue de la production des mineurs « illégaux »).

En Thaïlande, la production minière est de l'ordre de **3 kt** (forte croissance de 70 % en 1999 avec le passage du nombre d'exploitations de 23 à 30), mais la production de métal excède à présent **17 kt**.

En Bolivie, le scandale des frères Rastogi affecte la production de leur mine de Huanuni et de la raffinerie de Vinto²⁴. Les frères Virendra et Narendra Rastogi, propriétaires de RGB Resources (ex-Allied Deals) et SAI Commodity, sont des traders britanniques sur le marché des métaux non ferreux. Ils ont obtenu plus d'un milliard de dollars de prêts bancaires justifiés avec de faux contrats de transactions. RGB contrôle, en Bolivie, la raffinerie d'étain-

²⁰ 40 000 t en 2001, 44% de la production provenant de dragues offshore

²¹ Nostalgie du triumvirat dominant du SE asiatique ?

²² Après l'avoir achetée en 1998 !

²³ Sur les 41 mines, 2 sont exploitées par dragues, 28 par pompes à gravier, 10 en carrières et 1 en souterrain. Principales sociétés : MMC (Malaysia Mining Corp.) et ses filiales Kramat Tin Dredging et Berjantai Tin Dredging, Delima Industries Sdn. Bhd., Gopeng Resources Sdn. Bhd., Rahman Hydraulic Tin Berhad., Chin Pek Soo Holdings. Les opérations sont situées dans les Etats de Perak et Selangor.

²⁴ La production de Vinto, privatisée en 2000, a beaucoup baissé : 13,4 kt en 1997, **9,4 kt** en 2000. La raffinerie de Vinto d'Oruro a une capacité de 20 kt/an. Elle est alimentée à 40% par les concentrés de la mine de Huanuni et par ceux de la mine de San Rafael au Pérou.

antimoine de Vinto et la mine d'étain de Huanuni, qui produit 5 % de la production mondiale. RGB Estañó Vinto SA a été mis en liquidation et acquis par la Compañía Minera Colquiri S.A. (CMC), une joint venture entre Comsur et CDC Capital Partners (Commonwealth Development Corp., du Gouvernement de Grande-Bretagne). La production de Vinto devrait à nouveau augmenter fin 2002 avec le redémarrage de la mine de Colquiri détenue par CMC. Comibol a également repris le contrôle de la mine de Sn, Zn, et Bi de Huanuni dont RGB était l'amodiatiaire.

Au Brésil, la production est divisée entre Paranapanema, Ebesa, puis Cesbra, Best, Bera, Canopus, Mettalg, Corumbatai, avec une production significative des petits mineurs (garimpos) en particulier dans le district de Bôm Futuro. Le gisement éluvial de Pitinga est épuisé, et Paranapanema (dont l'importante capacité de fusion, 30 kt, est sous-utilisée) envisage depuis plusieurs années d'exploiter le gisement primaire sous-jacent, en roche. Jusqu'ici, en raison du prix trop bas de l'étain, ce projet est repoussé.

En Russie, la seule raffinerie du pays, NTC (Novosibirsk Tin Combine), plus gros producteur d'étain en Europe (capacité de 20 kt/an), ne produit que 3 à 4 kt/an et ne peut satisfaire une demande domestique croissante estimée à plus de 7 kt/an. NTC prévoit d'augmenter sa production à 15 kt dès 2002, à partir de concentrés provenant de la région de Khabarovsk²⁵ et surtout par « tolling ».

Au Portugal, Rio Tinto vend sa participation dans la mine de cuivre-étain de Neves Corvo à Murchison. Le minerai riche en cuivre et étain arrive à épuisement, mais il reste d'abondantes ressources à basses teneurs (40 Mt à 6 % Zn et 0,9 % Sn) qui nécessitent une reconfiguration de l'usine de traitement. Cependant, les cours déprimés du zinc (730 USD/t à présent) ne favorisent pas ce projet.

La demande : principaux déterminants

A court terme, des problèmes conjoncturels affectent actuellement les principaux centres de production. Depuis juin 2002, la limitation à 50 kt/an des exportations chinoises, le contrôle de la production artisanale indonésienne et les grèves annoncées en Bolivie vont se surimposer à la reprise industrielle globale, Japon inclus, qui va s'accélérer au deuxième semestre 2002. La consommation d'étain devrait donc augmenter à nouveau et conforter ainsi la lente remontée des prix enregistrée depuis 6 mois.

A moyen terme, la croissance de la consommation d'étain devrait être durable, car davantage structurelle et liée à la fois à la croissance de l'industrie électronique²⁶ et à la substitution du plomb dans de nombreuses applications. Le recyclage de l'étain, limité et surtout très variable selon les utilisations, ne devrait pas jouer un rôle important (on estime l'apport du recyclage à moins de 30 kt/an, soit 11% de la production de métal raffiné).

²⁵ Les seuls gisements exploités en Russie sont les greisens hercyniens de l'extrême orient russe (Yakoutie, Primorie et Khabarovsk), avec des réserves très importantes (intérêt du japonais Marubeni pour les mines du Khabarovsk). Le gros gisement de Trudovoe (50 à 100 kt Sn) est en cours de développement au Kirghistan.

²⁶ La croissance de la consommation d'étain est particulièrement nette dans les pays à fort développement de l'industrie électronique : +50% à Taïwan, +50% au Mexique, +36% en Corée du Sud, etc. (période 1996-2000).

A long terme, les gisements exploités actuellement sont en large majorité des gisements secondaires²⁷ dont les ressources s'épuisent. C'est le cas en Malaisie²⁸, en Indonésie²⁹, au Brésil³⁰, etc. Ils devraient laisser la place, soit à des ressources off-shore plus difficiles à exploiter (Birmanie, mer d'Adaman), soit à des gisements primaires (« porphyry tin »³¹). Ces gisements sont nombreux ; en revanche, peu d'entre eux ont encore fait l'objet d'études de faisabilité (passage au gisement primaire de Pitinga³² au Brésil, ou découverte annoncée en Indonésie par la junior Herald Res. qui a recoupé de riches intersections dans l'île même de Belitung).

Conclusion

La reprise industrielle globale et incluant l'informatique du deuxième semestre 2002 devrait, à court terme, conforter les cours de l'étain. Malgré son quota d'exportation, la Chine exercera encore sa domination, tandis que les producteurs occidentaux (Indonésie, Brésil), Pérou excepté, sont confrontés au problème récurrent d'une production artisanale informelle très réactive qui contribue à limiter les hausses de prix de ce métal. A moyen terme, cependant, la forte croissance de la consommation chinoise pourrait faire basculer ce pays comme importateur de concentrés. A long terme, le problème de la ressource physique n'existe pas et les provinces stannifères d'Asie (la Chine et la triade Malaisie-Birmanie-Indonésie) continueront à s'imposer.

Quant aux « porphyry tin », pour que ces gisements soient développés d'ici 10 à 15 ans, il conviendrait que le cours de l'étain demeure durablement au-dessus de 6 000 USD/tonne (soit une hausse de 50 % par rapport aux niveaux de l'hiver 2001-2002).

²⁷ Roche décomposée (placers, éluvions, tailings) sauf en Chine, Pérou, Australie et Bolivie

²⁸ Alluvions des rivières Langat, Kelang et Selangor près de Kuala Lumpur ; Kinta et Perak près de Ipoh.

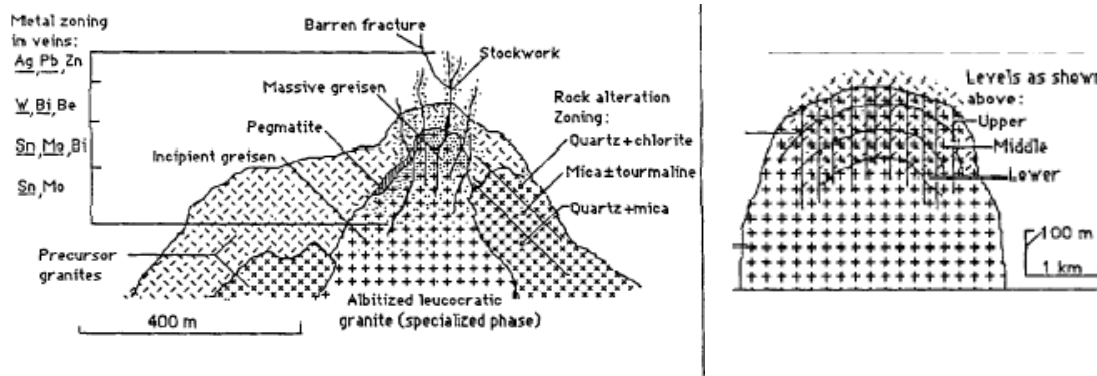
²⁹ à fin 2000 : réserves de 380 000 t d'étain soit pour 11 ans (e-timah.com)

³⁰ Epuisement du minerai éluvial/saprolitique de Pitinga qui restreint la production d'étain du groupe à 50% de sa capacité de 20 000 t/an.

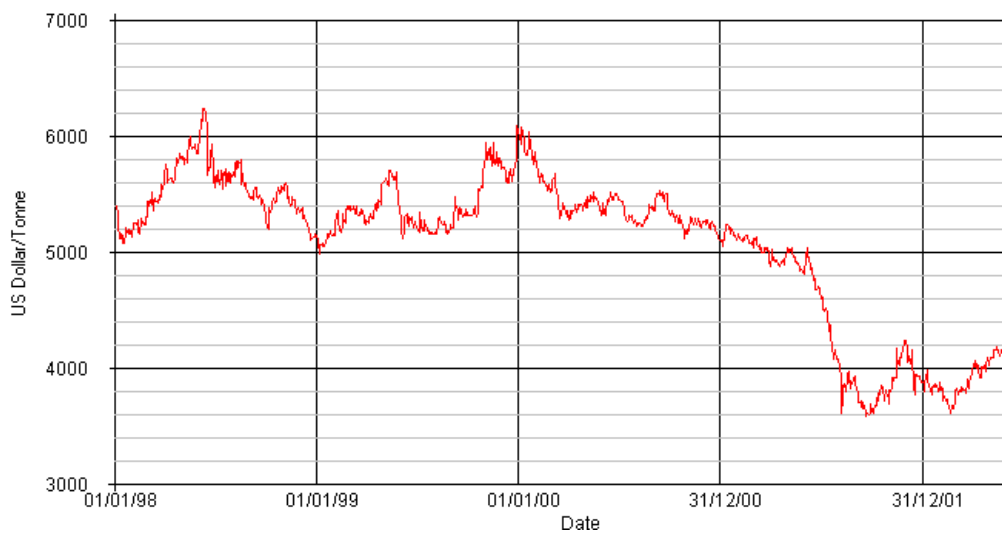
³¹ Type Echassières en France : coupes de stocks granitiques peralumineux très évolués et différenciés à cassitérite disséminée et en stockwerks. Ces gisements polymétalliques renferment d'autres éléments lithophiles comme le tantale, tungstène, molybdénite, béryllium, lithium, etc. ainsi que des feldspaths, etc., sous-produits indispensables à l'économie de ces gisements à basse teneur.

³² Le développement de la mine de Pitinga en roche nécessite un investissement de 120 MUSD, Paranapanema relèvera-t-il ce défi ?

Type de gisement disséminé d'étain à basse teneur (couple de granite peralumineux très évolué et différencié)



Cours de l'étain au LME depuis 1998



Repères

- ATPC : Association of Tin Producing Countries : Bolivie, Brésil, Chine, Nigéria, Rep. Dem. du Congo
- ITRI : International Tin Research Institute
- Tin International : revue de Robin Amlôt
- Brandeis, trader
- Stock du LME : point de basculement des cours à 10 000 t, soit environ 3 semaines de la consommation occidentale
- Belitung : dont dérive Billiton, à l'origine de la compagnie minière néerlandaise du même nom. Aujourd'hui, BHP-B (Billiton) n'est plus active sur l'étain.